



Contribution pour un regroupement démocratique révolutionnaire des travailleurs (socialiste et communiste)

Le mouvement ouvrier est face à une nouvelle période de son histoire.

La restauration de la propriété privée dans l'ancienne URSS, qui s'enfonce dans une crise pleine de menaces et de dangers, est une des conséquences les plus dramatiques de l'offensive des groupes financiers qui dominent le monde.

« Nouvelle économie », « nouvel âge », révolution informatique, révolu-

tion de la communication, libéralisme et démocratie, « refondation sociale » sont les nouvelles croyances au nom desquelles la bourgeoisie financière, aidée par les Etats, étend sa domination au prix d'un recul général des conditions d'existence des peuples et de la classe des salariés. Jamais les inégalités n'ont été aussi grandes.

Ainsi se clôt la période ouverte en Octobre 1917 par la victoire des travailleurs russes, au cours de la vague révolutionnaire mondiale qui a donné naissance aux Partis communistes, à la Troisième Internationale.

Ce tournant politique met les révolutionnaires devant la nécessité de réévaluer leur propre passé à la lumière des évolutions achevées ou en cours afin de définir une stratégie pour œuvrer à la renaissance d'un mouvement ouvrier socialiste et communiste authentiquement révolutionnaire, c'est-à-dire décrire les transformations objectives, sociales et politiques, qui la rendent nécessaire et possible. Ce texte est une contribution à cette tâche de militants de la Ligue communiste révolutionnaire qui se considèrent aussi militants de cette force nouvelle, ce futur parti d'extrême-gauche, malgré les divisions qui existent entre notre organisation et Lutte ouvrière en particulier.

Au début du siècle, le capitalisme parvenu à son stade impérialiste avait plongé l'humanité dans la barbarie de la Première guerre mondiale, prolongement sanglant des rivalités des grandes puissances pour le partage du monde et de ses richesses, puis dans le chômage et la misère, résultat de sa faillite éco-

nomique. Dans cette même période, la classe ouvrière s'affirmait à l'échelle mondiale comme la classe porteuse de l'avenir de l'humanité face à la décadence bourgeoise.

En 1917, la classe ouvrière russe, bien que minoritaire, s'emparait, avec le Parti bolchevique, à la tête des masses paysannes, de la direction d'un pays vaste comme un continent. Dans les premiers mois de la révolution encore vivante et féconde, la force démocratique et révolutionnaire de l'Etat soviétique permettait aux masses d'exercer directement leur propre pouvoir, leur dictature contre les exploités. Puis, elle démontra dans les faits la supériorité du collectivisme et de la planification sur l'anarchie capitaliste.

Dans le monde entier, se déclencha contre les classes exploitées une vague de réaction dont l'ampleur était à la mesure de la menace que la vague révolutionnaire avait fait peser au lendemain de la Première guerre mondiale sur la domination de la bourgeoisie, ruinée par ses propres contradictions.

La vague réactionnaire enrôla à son service, bon gré mal gré, toutes les forces qui ne se rangeaient pas consciemment dans le camp des travailleurs et de la révolution et plongea le monde, après avoir accouché du fascisme et du stalinisme, dans une nouvelle apocalypse de violences, la Deuxième guerre mondiale.

Loin de conquérir repos et stabilité, la bourgeoisie mondiale dut faire face à une nouvelle vague de soulèvements révolutionnaires, celle des peuples coloniaux. Elle ne put ni l'endiguer ni la vaincre, malgré les milliards de dollars et les

SOMMAIRE

- page 3** Croissance destructrice, crise permanente, le mode de fonctionnement d'un système failli
- page 7** L'impérialisme français entraîné dans la mondialisation ou la fuite en avant de la construction européenne
- page 10** Socialisme ou barbarie, l'actualité de la révolution
- page 12** La classe des salariés porteuse de l'avenir de toute la société
- page 17** La lutte pour la défense des droits fondamentaux des travailleurs, des chômeurs, des exclus, des femmes et des jeunes
- page 22** Pour le monde du travail, exercer ses droits de citoyens, c'est s'organiser en parti, revendiquer son droit à diriger la société

tonnes de matériels en tout genre engloutis dans des guerres infâmes.

L'héroïsme des masses et leur solidarité par-delà les frontières, de même qu'ils avaient sauvé la révolution russe au lendemain de la Première guerre mondiale, vinrent à bout, malgré les trahisons et les crimes de la social-démocratie et du stalinisme, malgré l'impasse de la politique des directions nationalistes bourgeoises ou petites-bourgeoises, de l'acharnement des classes impérialistes à nier aux peuples le simple droit à une existence nationale indépendante.

Ces décennies ont écrit la faillite de la classe bourgeoise dans le sang et la souffrance des opprimés qui ont démontré leur légitimité à prétendre liquider la vieille classe réactionnaire et parasitaire et leur capacité à accomplir leur tâche historique.

Les soulèvements révolutionnaires qui ont fait le siècle qui s'achève n'ont pu venir à bout de la domination impérialiste. Pourtant, non seulement ils ont écrit des pages riches d'enseignements pour les combats à venir, mais ils ont transformé la face de la planète. Malgré l'anarchie, le gaspillage et la barbarie capitalistes, ces soulèvements révolutionnaires ont permis à l'humanité de faire un nouveau bond en avant, tant sur le plan des techniques que des possibilités d'unifier les peuples.

Tous les progrès sont le fruit du travail humain et de sa révolte contre les entraves que lui imposent la propriété privée bourgeoise et les Etats nationaux qui la protègent. Tant que le capital garde le pouvoir de diriger le travail et de s'en approprier les fruits, c'est entre ses mains que se concentrent tous ces progrès, soumettant sans cesse de plus larges masses à son exploitation, étendant sur toute la planète sa domination.

C'est ainsi que le capital financier a réussi à briser les digues que les travailleurs soviétiques puis les peuples opprimés avaient dressées pour mettre un frein à son pouvoir, dans le même temps qu'il s'attaquait aux protections sociales que les salariés des pays riches avaient pu imposer.

Aujourd'hui, il croit triompher dans l'euphorie de la « nouvelle économie », de la boulimie financière et boursière.

Dans cette nouvelle phase de développement, l'impérialisme impose, sous l'emprise des Etats-Unis, un capitalisme de libre concurrence à l'échelle de toute la planète. Dans cette œuvre dévastatrice de la mondialisation, il se heurte sans cesse aux intérêts nationaux des différentes bourgeoisies et crée les conditions d'une nouvelle vague révolutionnaire, tant les travailleurs et les peuples sont les premiers sacrifiés à la folle course aux profits qui subjugué les bourgeoisies comme les Etats emportés dans une fuite en avant aveugle.

Cette nouvelle période de développement de l'impérialisme aggrave les contradictions de cette société et crée les conditions d'une nouvelle crise mondiale : socialisation croissante de la production, mondialisation se heurtant



à la propriété privée capitaliste et aux Etats nationaux, aggravation des inégalités, concentration croissante des richesses entre quelques mains... C'est toute la bourgeoisie qui est menacée d'une faillite financière, d'un krach mondial, qui pourraient engloutir dans la ruine, en quelques mois, les richesses

créées par des décennies de travail.

Elle crée parallèlement les conditions d'un renouveau du mouvement ouvrier devenu aujourd'hui un mouvement international d'une puissance sans précédent, riche de l'expérience des combats menés non seulement dans la vieille Europe capitaliste ou le nouveau monde impérialiste des Etats-Unis, mais aussi dans tous les pays de l'Est, ou par les peuples d'Asie, ceux aussi d'Afrique et d'Amérique du Sud.

La classe des salariés est riche d'une culture, d'une expérience, d'une force économique qui lui donnent les moyens de parachever son œuvre, préparée par les combats et les révolutions précédentes.

Depuis sa naissance, elle a franchi, à un rythme rapide au regard de l'histoire, des étapes décisives qui ont mûri sa conscience politique en même temps que s'élargissait son champ d'action, proportionnellement au renforcement de son rôle social.

Nous sommes devant une nouvelle période à travers laquelle les idées révolutionnaires nées des combats passés reprendront vie à une échelle beaucoup plus large, beaucoup plus profonde, où la maturation des forces de la classe ouvrière comme les possibilités techniques et culturelles de la société, donneront à la future révolution une dimension et des possibilités dépassant tout ce que jusqu'alors il a été possible d'imaginer.

Dans son combat pour la transformation de la société en une société socialiste, communiste, la classe ouvrière inscrit au premier rang de ses objectifs la liberté et la démocratie.

Parce que dans cette lutte pour la démocratie et la liberté, comme dans celle pour en finir avec l'anarchie de la production capitaliste, aucune force, aucun parti n'est capable de se substituer à eux, les travailleurs ont comme première tâche de s'organiser

tant sur le plan social, syndical que politique, de se constituer en parti en vue de la conquête du pouvoir.

L'impasse du réformisme, comme l'effondrement de son avatar monstrueux, le stalinisme, ouvrent une nouvelle période de cette œuvre émancipatrice.

* * * * *

CROISSANCE DESTRUCTRICE, CRISE PERMANENTE, LE MODE DE FONCTIONNEMENT D'UN SYSTEME FAILLI

Jamais comme aujourd'hui, l'écart entre les possibilités matérielles et techniques dont dispose l'humanité et le dénuement terrible qui en frappe la majeure partie, n'a été aussi flagrant. De l'aveu même d'experts de l'ONU, il suffirait de 80 milliards de dollars, même pas l'équivalent de la fortune des sept personnes les plus riches du monde, pour libérer les 1,3 milliard d'êtres humains qui ne disposent pas même d'un dollar par jour, de la lutte permanente qu'ils mènent pour leur survie. Les progrès extraordinaires réalisés depuis trente ans dans les domaines de la science et de la technique, l'augmentation non moins prodigieuse de la productivité du travail, permettraient sans peine d'éradiquer de la planète la misère et

son cortège de calamités, famine, épidémies, violence des guerres locales.

C'est à l'évidence de son organisation sociale que l'humanité est malade, du système capitaliste. La critique qu'en a faite Marx au siècle dernier est plus que jamais d'actualité. Des millions d'hommes, de femmes, de jeunes ou d'enfants en font la cruelle expérience alors que journaux et télévision en diffusent les statistiques comme les éléments de compréhension. C'est à partir de cette brutale confrontation qu'une nouvelle conscience se développe, que les couches les plus larges des classes défavorisées se convainquent de la légitimité de leurs exigences.

L'exploitation du travail salarié, base de l'économie capitaliste

Contrairement à ce que voudraient faire croire les tenants de la participation ou de l'actionariat salarié, le salariat n'est pas un libre contrat qu'il suffirait de rendre plus juste en donnant aux salariés un titre de propriété sur une parcelle de leur entreprise et quelques miettes des fruits de leur propre travail. C'est un rapport social, un rapport de domination et d'exploitation, qui permet aux capitalistes de s'approprier légalement le produit du travail de l'ouvrier dont il a acheté de la force de travail en échange d'un salaire dont la valeur est inférieure à la valeur qu'il crée.

C'est le vol légal de cette différence, ce sur-travail, qui est le moteur du système capitaliste, sa raison d'être, aucun salarié n'y échappe.

Cette idée fondamentale de Marx, la théorie de la plus-value, est une fois de plus pleinement confirmée aujourd'hui, à l'heure où les capitalistes se servent de la pression du chômage pour abaisser la masse salariale et augmenter d'autant leurs profits, et où toute la politique tourne autour de la question de la répartition des richesses produites, c'est-à-dire

de la diminution du coût du travail. Ainsi, alors qu'en 1980, 77 % de la valeur ajoutée dans l'année allaient aux salaires, cette part des salaires est tombée à 67 % en 1998, augmentant d'autant la part revenant au capital (d'après *Alternatives économiques*).

Ce qui caractérise la société capitaliste, c'est que tout y est marchandise, y compris la force de travail, selon les mots de Marx, c'est-à-dire la capacité de travail musculaire et intellectuelle. C'est là que réside le secret du profit et de l'exploitation capitaliste, qui en fait la forme la plus achevée et donc dernière de l'exploitation du travail humain. Le but de la production de richesses dans la société capitaliste n'est pas de satisfaire les besoins humains, mais seulement les besoins solvables, ceux qui peuvent se monnayer, afin de réaliser ce profit extorqué à l'ouvrier.

Le prix de la marchandise force de travail, le salaire, n'a rien à voir avec le travail et la richesse produits par l'ouvrier, mais correspond, comme pour toutes les autres marchandises, au coût de sa production et de son entretien. Le

salaire varie en fonction de différents facteurs, en particulier du niveau de développement économique du pays, mais à l'intérieur de ce cadre général, c'est le rapport de forces entre les classes qui le détermine. Plus le salaire est bas, en effet, plus le profit du capitaliste, qui correspond à la différence entre la valeur des marchandises que les ouvriers produisent et le salaire qu'ils reçoivent, est élevé, et inversement.



La « nouvelle économie », les progrès techniques au service des profits par l'aggravation et l'extension des rapports d'exploitation

Cette différence entre la valeur produite par les ouvriers et leur salaire s'est d'autant plus aggravée que les industriels ont mis en œuvre depuis trente ans de nouveaux moyens techniques qui leur ont permis de gagner d'énormes gains de productivité (+55 % entre 1980 et 1998

en France, d'après l'OCDE). Ces dernières années ont vu ces investissements s'accroître après que les bourgeoisies et leurs Etats ont rétabli un taux de profit suffisant pour que ces investissements ne se traduisent pas par une augmentation des coûts mais au

contraire une augmentation des profits.

C'est sur la base d'un rétablissement du taux de profit, que se développe la révolution de l'informatique et de la communication. Ce ne sont pas les seuls progrès techniques qui l'ont rendue possible, ces technologies datent des années

soixante, mais bien la garantie pour les capitalistes qu'elle ouvrait de nouvelles sources de profit, leur seule raison d'investir.

Cette « nouvelle économie », à laquelle se raccrochent ceux qui peinaient hier à faire l'apologie d'un capitalisme à bout de souffle et qui prophétisent maintenant vingt-cinq ans d'expansion, ce sont les vieux rapports d'exploitation, dopés par les gains liés au développement de l'informatisation tant dans l'ad-

ministration, la gestion, la recherche, que dans la production, la communication et la distribution.

La nouvelle révolution technologique (informatique, électronique, télécommunications), alors même qu'elle pourrait être un instrument formidable pour l'organisation rationnelle de l'économie, sa planification en fonction des besoins humains, pour une diffusion sans précédent de la culture et la participation de tous aux décisions écono-

miques et politiques, est utilisée par les capitalistes dans le seul but de créer de nouveaux marchés et de gonfler les profits par l'augmentation de la productivité du travail et de la plus-value relative. Ainsi inféodé à cette loi du profit, le progrès technique ne sert qu'à aggraver les rapports d'exploitation et à leur soumettre un nombre toujours plus grand d'êtres humains.

Entre les mains des capitalistes, le progrès technique fabrique la pauvreté et l'exclusion, renforce les inégalités

Les apôtres de la « nouvelle économie » et du progrès assurent que les dernières technologies entraînent la société vers une nouvelle prospérité. C'est le contraire qui se passe. Les nouvelles machines et les gains de productivité qu'elles entraînent provoquent les sureffectifs et les licenciements. L'informatisation, les machines programmables, la gestion des stocks par internet offrent la possibilité de flexibiliser la production, c'est-à-dire d'essayer de coller au mieux à la demande. C'est une arme supplémentaire contre les salariés, à qui les capitalistes cherchent à imposer l'annualisation et la flexibilité, notamment par l'application de la loi dite des 35

heures, et surtout par l'emploi massif des contrats précaires : 975 000 CDD, 550 000 intérimaires (dont 52,2 % dans l'industrie), 285 000 apprentis et 462 000 précaires de l'Etat (CES...); c'est l'explosion des petits boulots, avec une progression de l'intérim de 23,7 % depuis janvier 99 (sources : INSEE, 2^{ème} trimestre 2000).

Avec la précarité des contrats, est apparue une nouvelle catégorie, les « travailleurs pauvres », ou plutôt des travailleuses car elles représentent 80 % de ceux à qui sont imposés des contrats à temps partiels (*Alternatives économiques*). En France, un salarié sur six (près de 3 millions de personnes) est

payé moins de 4 900 F nets. Un sur dix touche moins de 3 600 F. 12 % touchent à peine le Smic (INSEE).

Dans le cadre de l'exploitation capitaliste, le progrès technique a pour conséquence immédiate de jeter des milliers de travailleurs au chômage tandis que les autres voient s'aggraver leurs conditions de travail. Mais la technologie n'y est pour rien. Au contraire, c'est elle qui permet d'envisager une création massive de richesses pour satisfaire enfin tous les besoins de l'humanité. Mais pour cela, il faut libérer la technologie et les moyens de production de ce qui les transforme en machine à détruire, la propriété privée.

La concentration des richesses provoque une paupérisation croissante

La concurrence qui élimine impitoyablement les plus faibles des sociétés capitalistes, voire des trusts eux-mêmes, accélère prodigieusement le mouvement de concentration des capitaux, provoquant la fièvre des fusions et acquisitions, par lesquelles les trusts cherchent à se donner une force de frappe accrue.

A la faveur de la crise, la richesse se concentre entre les mains d'une minorité toujours plus infime de la population. Le monde, aujourd'hui, est dirigé par moins de 300 trusts, derrière les sigles anonymes desquels se cachent les titulaires des grosses fortunes, une oligarchie richissime et parasitaire, qui ne joue plus aucun rôle dans la production, ou la distribution, ni même dans l'organisation de celles-ci. En France, 1 % des ménages les plus riches possèdent à eux seuls de 3970 à 5672 milliards de francs, sans compter leur patrimoine professionnel, et d'après l'INSEE, 0,5 % des Français les

plus riches possèdent plus de 10 % du patrimoine total.

Cette concentration de la richesse se fait au prix d'une paupérisation accélérée de la population du monde entier. Pendant la période d'expansion, la paupérisation de la population n'était que relative : le niveau de vie augmentait, mais il le faisait dans des proportions moindres que l'augmentation des richesses produites, et l'écart entre la part de la bourgeoisie et celle de la classe ouvrière continuait à se creuser.

Aujourd'hui, la paupérisation tend à devenir absolue, et le niveau de vie de l'immense majorité de la population est en baisse. Même dans les pays les plus riches, le chômage (plus de 20 millions en Europe) exclut de toute vie sociale une fraction de la classe ouvrière avec, rien que pour l'Europe, 3 millions de personnes qui n'ont pas même un logement, 6 à 7 millions de personnes en

France vivant avec moins de 3 000 F par mois (INSEE).

Dans les pays impérialistes, la dégradation des conditions d'existence touche maintenant non seulement la classe ouvrière, mais également des couches toujours plus larges de la petite-bourgeoisie, artisans, commerçants ou paysans, mais surtout, la couche supérieure de la classe ouvrière dont la promotion sociale avait assuré une certaine stabilité à la domination de la bourgeoisie. Il n'y a plus d'avenir pour les générations nouvelles de cette couche sociale condamnée à revenir au mieux à la condition ouvrière, sinon au chômage ou aux " petits boulots ".

A l'échelle de la planète, la concentration des richesses se fait entre les mains des bourgeoisies des pays les plus riches au prix de la paupérisation accélérée du tiers-monde.

Euphorie boursière et bulle spéculative, ou le parasitisme exacerbé du capital

Le capital est d'abord et avant tout un rapport social entre les deux classes fondamentales de la société, la grande bourgeoisie et les travailleurs. L'évolution économique est conditionnée par la lutte du capital contre le travail, la lutte pour l'appropriation des richesses.

Confrontée à la tendance à la baisse du taux de profit, l'oligarchie financière ne peut continuer à maintenir la rentabilité de ses capitaux qu'en aggravant l'exploitation de la classe ouvrière ou en drainant des richesses, prélevées sur le dos des autres classes sociales, bourgeoises ou petites-bourgeoises, par une concentration toujours croissante des capitaux.

Ce qui s'est fait à partir des années 80 à travers la flambée des Bourses jusqu'alors délaissées, puis du développement de tous les marchés financiers qui visent à drainer toutes les épargnes, même des plus modestes, pour nourrir la soif insatiable de profits d'une masse de capitaux sans cesse croissante.

Plus la production se ralentissait, plus l'économie devenait une économie à crédit. Les capitaux ne peuvent attendre que les marchandises produites soient vendues pour empocher leurs intérêts, leurs dividendes, ou leurs surprofits boursiers et spéculatifs. Non seulement il faut toujours faire plus de profits, mais il faut anticiper ces profits, les réaliser avant même qu'ils ne se soient réalisés par la vente de marchandises.

Ainsi s'enfle une bulle financière qui envahit toute la production, avide de capter la moindre parcelle de travail humain pour le compte des capitalistes et dévore de l'intérieur les forces vives de la société.

Ces masses énormes de capitaux se déplacent sur les marchés boursiers et financiers du monde entier, spéculant sur les perspectives de profit que trusts et sociétés financières peuvent escompter de tel ou tel secteur industriel ou



commercial, tel ou tel pays "émergent" ou non, et gonflent par là-même le crédit qui leur est accordé. Ce crédit est illimité tant que les affaires marchent mais se tarit au moindre signe de fermeture des débouchés. Cette masse de crédits,

de capitaux, alimente la phase du boom de la production et des profits, en même temps qu'elle retarde la vérification par le marché que la production trouvera acheteur.

La crise n'en est alors que plus brutale et dévastatrice. Lorsque les débouchés manquent, ou au moindre signe qu'ils peuvent se fermer, les capitaux refluent précipitamment pour aller à la

recherche d'autres sources de profits, laissant derrière eux faillites et ruines, fermetures d'usines et chômage, et une misère terrible pour les populations ainsi frappées, comme c'est le cas actuellement dans les pays du Sud-est asiatique.

Puisqu'ils ne peuvent plus augmenter leurs profits en augmentant la masse des marchandises vendues, ou relativement peu au regard de la masse des capitaux avides de plus-values nouvelles, les capitalistes réduisent la part qu'ils concèdent à la classe ouvrière par les licenciements et l'embauche de travailleurs au statut précaire et moins payés, restreignant ainsi les capacités de consommation.

La concurrence est de plus en plus acharnée, tant sur les marchés des biens réels que sur les marchés financiers. Elle aboutit à une lutte permanente pour baisser le coût du travail. Il n'est pas question pour les financiers de prendre sur les énormes profits accumulés, leurs gains dans les opérations financières n'étant possibles que si la production génère toujours plus de profits. C'est pourquoi l'annonce de licenciements par les dirigeants d'un trust est aussitôt accompagnée par la hausse du cours de ses actions en Bourse, tandis que la baisse du chômage, qui met les travailleurs en meilleure position d'obtenir des salaires un peu plus élevés, provoque le mouvement inverse.

La croissance capitaliste ne peut apporter le bien-être mais, à l'opposé, elle renforce l'exploitation, étend l'oppression et se nourrit du recul de la société jusqu'au krach.

La politique des Etats est toute entière soumise à cet objectif : nourrir sans cesse les appétits du Moloch boursier qui dévore les fruits du travail humain.

La croissance prépare une nouvelle crise généralisée

La crise est inhérente au système capitaliste, à sa contradiction essentielle, résumée dans le fait que la propriété privée capitaliste permet l'appropriation personnelle d'un travail collectif. La production capitaliste est nécessairement anarchique et aveugle, puisque, soumise à la concurrence, elle est destinée à un marché dont il est impossible de prévoir les limites. La vérification comme quoi la production trouvera acheteur ne peut se

faire qu'après coup.

Lorsque le marché se révèle saturé, une partie de la production que les capitalistes, dans leur concurrence les uns avec les autres, ont tendance à élargir sans cesse, reste invendue, inutilisée. Les capitaux refluent précipitamment du secteur, la production s'adapte aux besoins solvables. La loi des marchés est une loi aveugle qui fait que les hommes sont dominés par leurs propres

produits devenus marchandises.

La crise est l'unique moyen de régulation de l'économie de marché qui impose à la production une marche anarchique et cyclique.

Dans la période qui a suivi la Deuxième guerre mondiale jusqu'à la fin des années 60, l'impact de ces crises était masqué par l'expansion générale de l'économie, sa complexité et l'intervention de l'Etat. Au point que les propagandistes

de la bourgeoisie et des partis réformistes ont pu accréditer l'idée, en s'appuyant sur les illusions engendrées par l'expansion économique dans les pays riches, que le système capitaliste était devenu capable de stabilité et de progrès.

L'économie capitaliste connaissait alors une nouvelle phase d'expansion. Les énormes destructions de la guerre avaient ouvert d'immenses marchés et les Etats, en particulier le plus puissant d'entre eux, l'Etat américain, avaient financé le redémarrage de la production et la reconstruction des infrastructures. Ils avaient pris à leur charge, à travers subventions, prêts et nationalisations, tous les investissements qui n'intéressaient pas les capitalistes parce que n'étant pas générateurs de profits immédiats et suffisants. Affaiblies par la guerre, confrontées à l'existence de l'URSS et à la vague des soulèvements révolutionnaires des peuples coloniaux, les différentes bourgeoisies ne pouvaient faire face et sortir de cette période de crises, de guerres et de révolutions ouverte par la crise de 29, qu'en s'appuyant sur les Etats.

Les peuples opprimés furent épuisés par des guerres sans fin et soumis à la domination économique des puissances impérialistes, tandis que la bureaucratie stalinienne, qui avait atteint au lendemain de la guerre sa plus grande puissance, préparait sa propre fin, avide qu'elle était de réintégrer le monde capitaliste. Tout cela libéra les grandes puissances capitalistes des contraintes étatiques, au moment même où la phase d'expansion s'es-soufflait.

Parce que la bourgeoisie, pour augmenter ses profits, concédait à la classe ouvrière une part augmentant de façon bien moindre que la richesse produite, les capacités de consommation de la population n'augmentaient pas dans la même proportion que la production.

A la fin des années 60, les marchés ont commencé à se saturer et la croissance de l'économie capitaliste s'est ralentie. L'économie a repris sa marche anarchique et cyclique, de reprises en récessions et en krachs.

Il serait illusoire de croire les discours officiels sur la croissance retrouvée et la fin du chômage.

La croissance actuelle est née de la crise et de l'appauvrissement des masses. Après plus de 20 ans d'offensive libérale contre les acquis imposés par les luttes et la résistance de la classe ouvrière, la baisse du coût du travail, les profits dégagés sur les marchés financiers, comme les économies liées aux fusions d'entreprises qui se traduisent systématiquement par des licenciements, ont contribué à mettre à la disposition des multinationales une masse considérable de capitaux dont une partie est investie aujourd'hui dans la production (les investissements ont progressé de près de 8 % par an en 98 et en 99, d'après l'INSEE).

Pour répondre à la demande de consommation des classes moyennes, toute une partie de l'industrie se remet en marche, nouveaux marchés comme les téléphones portables, mais aussi « ancienne économie », automobile, ou

les chantiers navals de St Nazaire par exemple qui ont leur planning de construction de paquebots de luxe bien rempli. Pour faire face à la demande, les embauches reprennent (465 000 emplois créés en 99) et le taux de chômage officiel diminue.

Mais cette croissance ne fait que préparer la prochaine crise. La consommation ? Elle se fait à crédit et sur la base des retombées de la Bourse. L'emploi ? Précarité, CDD, intérim, bas salaires des jeunes embauchés. Reposant sur l'appauvrissement des travailleurs, les créations d'emplois n'entraînent pas un développement significatif de la consommation de masse. Le prétendu cercle vertueux « consommation - création d'emploi » patine et n'a pas la force de résoudre les problèmes de la période précédente. Le redémarrage de la production va se trouver confronté très vite aux limites d'un marché qui ne se développe pas suffisamment. La croissance actuelle, c'est la croissance combinée de la misère et des profits, elle renforce l'exploitation et les inégalités, détruit des millions d'emplois d'un côté pour en créer quelques centaines de milliers d'un autre. Incapable d'améliorer le niveau de vie des millions de pauvres que le capitalisme a créés, elle se nourrit du recul de la société et ne peut déboucher que sur une crise généralisée.

La croissance capitaliste aujourd'hui, loin de préparer des progrès, entraîne des reculs. Elle est réactionnaire et menace toute la société.

* * * * *

L'IMPERIALISME FRANÇAIS ENTRAINÉ DANS LA MONDIALISATION OU LA FUITE EN AVANT DE LA CONSTRUCTION EUROPEENNE

Il y a dix ans, alors que les trusts impérialistes et leurs Etats triomphaient - victoire de la « liberté » et de la « démocratie » prétendaient-ils - la désintégration de l'URSS ouvrant la voie au rétablissement de leur mainmise sur tous les Etats des pays pauvres qui avaient pu un tant soit peu y échapper, le « nouvel ordre mondial » s'affirmait avec violence dans la guerre menée contre l'Irak. Cette guerre, comme

celle, l'an dernier, contre l'ex-Yougoslavie, était le prolongement sanglant de l'offensive menée contre les peuples pour accroître la part des richesses qu'ils leur extorquent. Ce « nouvel ordre » impérialiste, c'est le règne sans partage des groupes financiers, libéré de tous les freins qui avaient pu limiter leur rapacité.

La " mondialisation ", c'est la croissance de la domination du capital financier sur toute la planète, le triomphe du libéralisme impérialiste

La révolte des peuples coloniaux, parallèlement à l'affaiblissement des vieux impérialismes européens à la suite de la Deuxième guerre mondiale, avait mis fin à la domination politique directe de l'un ou l'autre des pays impérialistes sur les pays pauvres et donc à leur monopole dans l'exploitation de leurs richesses et de leurs peuples.

Mais leur économie ne pouvant se développer de façon indépendante sur un marché mondial entièrement sous la coupe des trusts impérialistes, les populations des pays pauvres n'ont pu échapper à l'exploitation et au pillage de leurs

richesses. L'écart entre les revenus des pays pauvres et des pays riches n'a cessé de se creuser : de 1 à 38 en 1960, il est passé, selon la Banque mondiale, de 1 à 52 en 1985 et de 1 à 78 en 94.

Cette mainmise s'est encore accrue dans la dernière décennie. A la faveur du recul politique général des classes ouvrières et des peuples, l'impérialisme s'est libéré des obstacles qui constituaient un frein à sa domination. De là, la " mondialisation ", comme le disent les économistes, une sorte de capitalisme de libre concurrence à l'échelle de la planète ne connaissant aucune

frontière ni aucune limite à l'exploitation des travailleurs et des peuples.

Cette internationalisation de l'économie a développé de façon extraordinaire les bases pour une économie organisée de façon rationnelle et consciente à l'échelle mondiale, la coopération du travail humain à une échelle gigantesque, mais celle-ci se heurte aux intérêts privés auxquels elle est subordonnée, et à leur traduction sur le plan international, les frontières, les Etats nationaux, autant d'armes que les bourgeoisies impérialistes utilisent pour la défense de leurs intérêts particuliers.

L'Europe des capitalistes, une entente contre les peuples, minée par une contradiction fondamentale

C'est en Europe que cette contradiction est aujourd'hui la plus aiguë et la plus explosive.

Dans le cadre de l'ouverture des frontières à l'échelle internationale impulsée par les trusts américains et leur Etat, s'est accélérée depuis le milieu des années 80 la constitution d'un marché unique européen, prélude à une unification économique de l'Europe.

L'accentuation de la concurrence, parallèlement à la libéralisation du mouvement des capitaux, a poussé les Etats européens à s'engager dans cette fuite en avant qu'a été la création de l'euro. Une monnaie unique limite les possibilités d'attaques spéculatives et, en empêchant les fluctuations monétaires, rend plus fiables les transactions commerciales.

Elle facilite également le mouvement de restructuration et de concentration du capital en Europe. Les trusts des pays d'Europe ont besoin d'une force de frappe équivalente à celle des trusts amé-

ricains pour rivaliser avec eux sur le marché mondial, ils ont besoin d'atteindre une taille continentale.

Mais, les ambitions d'un impérialisme européen naissant se heurtent au même obstacle que l'euro, qui, loin de faire jeu égal avec le dollar comme il était claironné à ses débuts, souffre d'une **f a i b l e s s e** congénitale : l'absence d'un Etat qui puisse constituer pour les groupes financiers un instrument comparable à ce que l'Etat américain représente pour les trusts américains dans la concurrence mondiale : une arme contre les travailleurs et les peuples.

C'est pourquoi les dirigeants impérialistes européens s'efforcent, depuis

la mise en place de l'euro, et surtout la guerre en ex-Yougoslavie qui a révélé leur impuissance relative face à l'impérialisme américain, de mettre sur pied des organes d'un pouvoir politique euro-

péen. Jusqu'à présent, la seule institution dotée d'un pouvoir réel était la Banque centrale européenne au profit de laquelle les Etats nationaux se sont départis de leur prérogatives monétaires. Pour le reste, si la politique de tous les gouvernements est concertée à l'échelle européenne, elle reste

du ressort, quant à son application, des Etats nationaux. Elle se heurte, malgré une même volonté des gouvernements de mener l'offensive libérale exigée par l'oligarchie financière, à la résistance du



monde du travail dans chaque pays.

Un des objectifs de la France et de l'Allemagne, lors de la présidence française, est d'imposer les coopérations renforcées qui pourraient permettre à un noyau des pays les plus puissants d'exécuter des décisions communes. Entre autres choses, la mise sur pied d'un corps d'armée européen, susceptible d'être le bras armé de leurs ambitions impérialistes. Sans aucun doute aussi, des me-

sures économiques et sociales battant en brèche les législations sociales en place dans chaque pays et accélérant la privatisation de la protection sociale.

Mais les bourgeoisies européennes sont incapables de résoudre le problème de l'unification politique de l'Europe de façon harmonieuse, pacifique et démocratique. A la différence de la bourgeoisie américaine dont l'Etat s'est construit en même temps que son éco-

nomie se développait à l'échelle d'un continent, les bourgeoisies européennes héritent d'Etats nationaux, produits de leur passé de puissances concurrentes. Si leurs rivalités se sont fortement atténuées, par la force de l'hégémonie américaine, elles n'en demeurent pas moins, donnant à la construction européenne cette allure cahotique où chacun tire à hue et à dia, et déterminée avant tout par des rapports de force.

La politique des Etats n'évitera pas une crise, au contraire elle la prépare

Qui plus est, l'oligarchie financière qui aurait intérêt à un tel Etat supranational est incapable de gagner l'adhésion de larges fractions des populations.

Le mouvement de restructuration du capital s'accompagne de dizaines de milliers de licenciements, de la concentration des moyens de production et des infrastructures dans quelques régions jugées rentables au prix de la désertification et de la ruine d'un grand nombre d'autres. Les gouvernements européens s'emploient à détruire tous les droits des travailleurs, afin d'abaisser le coût du travail, et à réduire toutes les dépenses

publiques pour les assujettir aux seuls besoins des trusts.

Une Banque centrale européenne, fondé de pouvoir de l'oligarchie financière qui dicte leur politique libérale aux gouvernements, un corps d'armée capable d'intervenir contre les peuples, tel est le visage que prend aujourd'hui la construction de l'Europe, économique et politique.

C'est pourquoi les hommes politiques de la bourgeoisie agitent aujourd'hui des projets de « fédération » européenne. Il s'agit de tenter de créer l'illusion d'une possible démocratie, suscep-

tible de gagner l'adhésion des opinions publiques, un paravent pour une politique destructrice, incompatible avec les intérêts des populations.

Mais les mêmes contradictions minent l'économie capitaliste tant à l'échelle européenne qu'à l'échelle mondiale, avec le caractère plus aigu que lui donne l'évolution récente de la construction européenne, une concentration sans précédent du capital, de la richesse sociale, entre les mains d'une poignée toujours plus restreinte de financiers. Elles préparent inéluctablement des crises sociales et politiques d'une ampleur inégalée.

La crainte paralyse, l'indignation tout autant, la nostalgie condamne à l'impuissance

Mais les travailleurs n'ont pas à craindre l'évolution en cours.

Certains opposent à l'offensive libérale de la bourgeoisie française, conduite par le Parti socialiste et ses alliés au gouvernement, la nostalgie de l'époque idéalisée - des « Trente glorieuses », laissant croire que les quelques progrès sociaux qui s'y étaient réalisés étaient le résultat d'une volonté politique. Ce n'était en fait que le produit d'un rapport de forces, qui avait contraint la bourgeoisie à certaines concessions qu'elle entend reprendre aujourd'hui. Ce passé est révolu, mais en même temps que lui, les illusions qu'il avait nourries, et sur lesquelles se sont appuyés les partis sociaux-démocrates et staliniens pour légitimer leur servilité à l'égard de la bour-

geoisie, leur défense de l'ordre établi. Les mêmes aujourd'hui, ralliés à l'Europe du libéralisme, sont incapables de faire illusion sur les travailleurs.

Quant à la nostalgie réactionnaire des souverainistes à la Pasqua, Le Pen ou Chevènement, elle n'est que la défense de privilèges nationaux en voie de perte, et spéculer sur les ressentiments et les frustrations d'une partie de la petite-bourgeoisie, menacée de ruine par l'évolution, autant de sentiments dont se nourrit l'influence de l'extrême-droite.

La bourgeoisie, sous le fouet de la concurrence, crée l'arène des combats de classes modernes, celle d'un continent.

Mais elle est loin d'y être en posi-

tion de force, car dans le même temps que l'Europe de la Banque centrale européenne et des Bourses affaiblit les pouvoirs de chaque Etat national, elle n'a pu réussir encore à se doter de l'Etat européen qui lui serait nécessaire pour mener sa guerre contre les travailleurs.

L'avenir du monde du travail dépend de la capacité du mouvement ouvrier à ouvrir la perspective de l'unification des luttes ouvrières à l'échelle de l'Europe, une unification rendue possible par les transformations économiques déjà réalisées, mais qui ne peut devenir effective que sur la base d'une politique de classe, qui remette radicalement en cause la propriété privée capitaliste, fondement de la domination bourgeoise.

Face à l'entente des capitalistes à l'échelle européenne, vive l'entente des travailleurs par-delà les frontières

Les travailleurs de tous les pays d'Europe font face aux mêmes difficultés et aux mêmes problèmes, ils sont confrontés partout aux mêmes adversaires, ils se

heurtenant à l'offensive concertée des 15 gouvernements de l'Union européenne. Cette situation commune, et la communauté de leurs intérêts, font que les

travailleurs peuvent avancer un même programme à l'échelle européenne, pour leurs luttes : un salaire minimum garanti pour tous de 1300 euros (soit 8500 F),

les mesures d'urgence de lutte contre le chômage, telles que l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous.

La réalisation de ce programme conduit à la prise de contrôle des capitaux, et donc des banques et de tous les

organismes financiers, sociétés d'assurances, fonds d'investissements. Ceux-ci sont déjà reliés entre eux, et de façon plus étroite depuis la mise en place de l'euro et de la Banque centrale européenne. En parachevant leur centralisation, en les unifiant en un seul réseau,

les travailleurs détiendront un moyen d'autant plus efficace de contrôler l'économie que l'euro constituera, en tant que monnaie unique, un incomparable instrument de compte et de recensement à l'échelle de l'Europe.

Des Etats-Unis démocratiques et socialistes d'Europe, seule garantie d'une paix démocratique et des droits des peuples à disposer d'eux-mêmes

La guerre de terreur menée contre les peuples de l'ex-Yougoslavie par les puissances européennes sous la houlette des USA est la sanglante illustration que cette Europe des banques et des trusts est un cartel impérialiste qui ne peut se construire que contre les peuples.

La crise permanente est son mode d'existence, crise sociale et politique à travers laquelle le monde du travail est la seule force capable d'ouvrir une perspective de progrès, de paix, de démocratie et de liberté à l'ensemble des peuples d'Eu-

rope. Les transformations qui s'opèrent en créent les conditions. En effet, face aux peuples et au mouvement ouvrier, l'Europe de la Banque centrale et des Bourses crée les conditions économiques d'une fédération des peuples de tout le continent.

Un gouvernement des travailleurs et de leurs organisations s'adressera à toutes les populations travailleuses des autres pays, en appelant à un Congrès des peuples d'Europe. Une telle initiative ouvrira la voie à la collaboration de

tous les peuples européens dans tous les domaines. A l'Europe des pays riches, dont les véritables organes de pouvoir ne sont pas le Parlement de Strasbourg mais la Banque et les places boursières, il opposera une Europe de tous les peuples, démocratique, dont les populations elles-mêmes, par leurs assemblées constituantes, décideront de la forme politique, qui accordera une large autonomie aux villes et aux régions et garantira le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

* * * * *

SOCIALISME OU BARBARIE, L'ACTUALITE DE LA REVOLUTION

Les apologistes du nouveau libéralisme impérialiste n'ont pas de meilleur faire-valoir de leur "liberté" et de leur "démocratie" que d'invoquer les crimes et horreurs du XX^{ème} siècle, qu'ils résument en une caricature, fascisme et communisme. Dans la précipitation de leur combat, pour mieux escamoter les causes fondamentales, ils mêlent dans la même condamnation morale le bourreau et sa victime, la réaction et la révolution, confondant dans une même peur le communisme et le stalinisme

Voilà les agents du mal désignés, le bien, c'est la liberté et la démocratie de l'économie de marché. Ils prétendent combattre les monstruosité du totalitarisme à l'aide du totalitarisme de quelques formules simplistes et manichéennes. Contre les forces du mal, ils mobilisent les forces régénératrices du marché. Idées simplistes et ridicules qui ne trouvent leur force de conviction que dans l'abdication de toute pensée critique sous la pression des médias, propriété de quelques mains bien visibles qui dirigent et manipulent le marché.

Mais l'incantation ne conjure pas le danger, d'autant que ce danger a été enfanté directement par les forces que nos aveugles imaginent comme des forces de progrès.

Si le XXI^{ème} siècle doit assurer l'avènement des forces de progrès, de paix, de liberté, et de démocratie, il devra surmonter et vaincre les forces sociales qui ont engendré les crimes du XX^{ème}. Et le terrible enseignement de ce siècle passé, que l'immense majorité des intellectuels et autres faiseurs d'opinion dans leur soif de compromis essaient d'oublier, c'est qu'il n'y a pas de troisième voie, l'immense concentration des richesses, des instruments de pouvoir et de domination dans la société capitaliste ne laisse pas d'autre issue que le socialisme ou la barbarie.

La croissance de la "nouvelle économie" ne se fait qu'au prix d'une dégradation constante des conditions d'existence des travailleurs et des peuples, conséquence directe de la lutte du Capital contre le Travail. Cette croissance exige pour se maintenir un approvisionnement toujours plus grand en énergie, c'est-à-dire en nouveaux profits, qu'elle consomme et brûle immédiate-

ment. Cette énergie qu'elle consomme et brûle, c'est le travail humain. Elle en dévore toujours plus, au prix d'une aggravation constante de l'exploitation et c'est toute la société qu'elle tire en arrière.

Il n'y a pas de croissance neutre, il n'y a pas de loi de l'économie au-dessus des rapports entre les classes. L'économie est bien au contraire l'arène où se déroule une impitoyable lutte de chaque instant pour l'appropriation des fruits du travail.

La logique de la croissance, c'est une concentration toujours plus grande du pouvoir économique et politique qui se soumet toute la vie sociale, économique, scientifique, culturelle, artistique ou des loisirs. Toute la société est dépossédée d'elle-même, aliénée aux appétits grandissants et dévorants de l'oligarchie financière.

Les acquis du passé sont engloutis dans cette vertigineuse course à la concentration des pouvoirs, même les vieux cadres juridiques bourgeois, la petite propriété privée et les Etats sont bousculés par le développement des multinationales dont la concurrence se déroule à l'échelle de la planète et qui cherchent à se construire des assises au niveau de continents entiers. Tous les anciens équilibres juridiques, étatiques, sociaux, comme les rapports de force entre les puissances et les nations sont déstabilisés par cette bataille économique dont la planète est l'enjeu.

La précarité est la règle. Il n'y a plus de stabilité possible et il n'y a plus de sécurité possible, pas plus pour les vieilles nations que pour les jeunes, nées des luttes de libération nationales après la Deuxième guerre mondiale. Pour l'immense majorité des laissés-pour-compte de cette curée généralisée pour le profit, la sécurité et l'équilibre, c'est le défi à ce monde fou, c'est la lutte en permanence pour défendre ses droits de citoyen, son droit au bien-être, cette vieille idée de la révolution bourgeoise du XVIII^{ème} siècle, le droit au bonheur.

La révolution des techniques et de la communication a pour contrepartie inévitable une révolution sociale et politique qu'elle rend indispensable et possible.

Faute de cette révolution qui n'est pas une simple révolution morale ou intellectuelle mais bien sociale et politique, la folie de la concurrence capitaliste entraînerait le monde dans le chaos des crises réactionnaires, des violences et des guerres dont les engrenages plongeraient l'ensemble de l'humanité dans une barbarie dont l'horreur sera proportionnelle au développement des techniques et des sciences mises au service de l'avidité, de la cupidité capitalistes sans limites et sans freins.

Une telle folie trouve en face d'elle une telle puissance humaine pour la contrecarrer et la déjouer, que nous avons tout lieu d'imaginer les années à venir et au-delà, comme des années de mobilisation des forces de l'avenir car les peuples n'ont pas oublié les drames du passé ni leurs causes et ils ne laisseront pas les mêmes enchaînements provoquer de nouveaux drames.

Les expériences et les leçons du passé que bien des intellectuels cherchent désespérément à oublier, sont inscrites dans l'histoire des peuples, leur mémoire. Elles reprendront vie, deviendront lucidité, actions et luttes au rythme des événements futurs, des luttes pour la conquête de la démocratie et des fruits du progrès, au fur et à mesure que les peuples, dans leur nouvelle marche en avant, affirmeront leur force.

La bourgeoisie des pays occidentaux est amenée à remettre en cause et, à échéance plus ou moins longue, menace de faire disparaître, les éléments démocratiques que les luttes et la pression du monde du travail avaient introduits dans la société bourgeoise. Pour maintenir sa domination, elle pourrait être conduite à faire appel au fascisme ou à de nouvelles formes de réaction, embrigadant ses propres victimes au service de son ordre réactionnaire. Une telle hypothèse, pour qu'elle puisse se réaliser suppose d'abord que ses victimes soient privés de leur conscience politique, désarmés.

C'est bien cela qui est advenu lorsque, durant le siècle dernier, la crise de l'impérialisme a entraîné le monde par deux fois dans une guerre mondiale pour le partage du monde.

Tout au long de ce siècle, l'héroïsme des peuples pour tenter de briser la logique infernale de la violence et de la

guerre a été source de mille et un conflits comme de révolutions qui, chaque fois, avant de se briser sous le feu des forces de la réaction, se pliaient d'abord sous leur propre faiblesse, les limites de leur propre conscience politique révolutionnaire. Cette faiblesse s'est exprimée d'abord dans la faillite et la trahison des Partis socialistes, puis dans la dégénérescence stalinienne des Partis communistes.

Ce n'est qu'en Russie que les progrès de la pensée politique moderne, le marxisme révolutionnaire, permirent aux

masses de triompher, triomphe malheureusement éphémère mais qui a dominé l'ensemble des événements du siècle passé, cible de toutes les haines des classes réactionnaires comme de toutes les critiques des petits-bourgeois timorés.

Eclair d'espoir dans ce siècle de guerres et de crises, son éclat continue de rayonner sur toutes les luttes et les consciences en quête d'émancipation. Il est la leçon émancipatrice et libératrice du siècle passé.

Il est l'enfant du socialisme scienti-

fique, du marxisme révolutionnaire comme théorie de la lutte de classe, de la lutte pour l'émancipation humaine, la fin de toute oppression de l'homme par l'homme.

L'émancipation des travailleurs par eux-mêmes, la lutte de classe menée en toute lucidité ne peut se concilier avec les forces d'oppression sinon elles capitulent. Tel est l'enseignement de la période passée du mouvement ouvrier et des luttes d'émancipation. A l'échelle de l'histoire, entre socialisme et barbarie, il n'y a pas d'alternative.

* * * * *

LA CLASSE DES SALARIES EST PORTEUSE DE L'AVENIR DE TOUTE LA SOCIÉTÉ

A en croire les apologistes du libéralisme, les privilèges seraient indispensables à la production des richesses !

Le monde à l'envers, perversion qui prétend que ce n'est pas le travail qui crée les valeurs nouvelles, mais le capital !

Intoxication qui vise à déposséder moralement les travailleurs, à les priver de la conscience d'eux mêmes, à les désarmer.

Cette imposture, vivement mise à nu sous l'éclairage des faits, se retourne contre ses défenseurs intéressés.

Les progrès sociaux ont toujours été le fruit du travail et des luttes des classes opprimées, non pas venus d'"en haut", mais conquis par "en bas". Depuis la révolution bourgeoise, qui a elle-même été l'œuvre des classes pauvres, c'est par les luttes de la classe ouvrière qu'ont été arrachés à la bourgeoisie, tous les éléments de progrès sociaux, les libertés et les droits démocratiques.

Le mouvement ouvrier, loin de se développer de façon linéaire, a connu des périodes d'essor suivies de longues périodes de recul. Chaque étape de son histoire contient en germe l'étape du développement suivant.

Loin d'avoir épuisé ses possibilités, la classe ouvrière aujourd'hui, se trouve confrontée aux mêmes tâches historiques que par le passé. Elle a devant elle la tâche inaugurée par Octobre 1917, la transformation révolutionnaire de la société à l'échelle du monde, mais à une échelle d'emblée infiniment plus large et plus démocratique.

La révolution à venir sera en effet l'œuvre d'une classe ouvrière incomparablement plus nombreuse, plus concentrée

et plus puissante à l'échelle internationale du fait de l'industrialisation du monde entier, une classe moderne, la plus éduquée de par l'évolution des techniques. Les décennies passées représentent le temps nécessaire pour que mûrissent

les conditions économiques, sociales et politiques de cette nouvelle révolution dont est grosse la société.

C'est la bourgeoisie elle-même qui est en train de détruire les illusions selon lesquelles le capitalisme pouvait permettre le développement de la société. Ces illusions avaient pu se nourrir dans le passé du fait que la bourgeoisie assurait bon an mal an aux masses populaires de quelques pays riches dont la France, des conditions d'existence acceptables ou du moins qui pouvaient laisser espérer une amélioration. Aujourd'hui, la perpétuation de sa domination apparaît de plus en plus clairement comme un fléau pour toute la société : d'un côté, les richesses sont croissantes, de l'autre, se développe la misère pour des couches toujours plus nombreuses de la



population.

La faillite du capitalisme, son incapacité à assurer les progrès de la société font naître chez des fractions de plus en plus larges de travailleurs la conscience de la nécessité de se donner les moyens d'intervenir dans la lutte sociale et politique pour leur propre compte. Cette transformation se fait encore de façon moléculaire, mais elle se fait en profondeur, ruinant les illusions tant sur la capacité de la bourgeoisie à apporter le moindre progrès que sur la neutralité de ses instruments politiques de domination.

Derrière la République présidentielle, la dictature du capital

La bourgeoisie, quel que soit le gouvernement qui la sert, ne peut diriger la société démocratiquement : ses intérêts sont en opposition avec ceux de la majorité de la population. Plus le pouvoir économique se concentre entre quelques mains, plus le pouvoir politique se concentre aussi.

La réforme du quinquennat, présentée comme une extension de la démocratie, n'a été qu'une manœuvre pour essayer de faire plébisciter par la population une réforme politicienne antidémocratique. Il s'agit d'éviter la cohabitation en favorisant l'élection d'un Président de même couleur que la majorité parlementaire, pour donner plus de stabilité au pouvoir exécutif.

Les droits démocratiques comme toutes les libertés sont des conquêtes des luttes de la classe ouvrière avec lesquelles la bourgeoisie a dû composer

pour les utiliser à son avantage. La façade démocratique derrière laquelle la bourgeoisie exerce sa domination ne masque pas pour autant son vrai visage : le mépris social, les préjugés de classe, le conservatisme, la peur des opprimés. La démocratie dont la bourgeoisie s'accommode, est limitée par les rapports d'argent autour desquels est organisée la vie sociale. Le véritable pouvoir est le pouvoir économique qui met à son service quelque gouvernement que ce soit, faisant de la démocratie parlementaire un simple leurre.

La dictature de l'argent, des rapports sociaux qui privent ceux qui font véritablement marcher la société de toute participation directe à la vie politique, laissera la place à une véritable démocratie : celle du plus grand nombre qui devra se donner les moyens de briser la résistance des capitalistes.

Inverser le rapport des forces actuelles qui repose sur le droit de décider pour la petite minorité de ceux qui se sont enrichis sur l'exploitation de générations de travailleurs, pour le transformer en un nouveau rapport où les travailleurs et la population décideraient consciemment, serait un élargissement considérable des bases mêmes de la démocratie.

L'Etat est au service des riches, des capitalistes, des banquiers avec sa police, son armée, ses tribunaux et ses prisons. Les travailleurs ne pourront pas l'utiliser tel quel pour le faire servir à leurs propres besoins.

L'Etat des travailleurs et des masses populaires ne pourra exister que si ces tâches sont assurées par la population elle-même pour garantir son droit à décider.

La propriété privée capitaliste censure la liberté et la démocratie

La bourgeoisie, servie par tous les politiciens de droite comme de gauche, se proclame la seule classe démocratique, championne des libertés et de la démocratie. Le Parlement serait l'expression même de cette vie démocratique alors qu'il n'est qu'un théâtre d'ombres où les politiciens tentent, de plus en plus difficilement, de faire croire que les élections peuvent changer quelque chose.

Le pouvoir de la bourgeoisie c'est la domination d'une classe minoritaire et parasitaire qui, propriétaire des moyens de production, soumet l'ensemble de la société à ses seuls intérêts. La défense de la propriété privée capitaliste contre les intérêts de l'immense majorité, exige une concentration du pouvoir économique

entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de capitalistes et de financiers afin que les décisions soient prises, même pas au Parlement, mais dans les Conseils d'administration des grandes entreprises et des banques, dans les couloirs des ministères. Cette démocratie, limitée pour la population, se restreint aussi pour les bourgeois eux-mêmes du fait que le pouvoir économique est exercé par quelques groupes financiers. Tant que les salariés n'auront pas de contrôle sur le véritable pouvoir, le pouvoir économique, tant qu'ils n'auront aucun pouvoir de décision, aussi bien sur leurs lieux de travail que concernant les choix économiques qui conditionnent l'avenir de la société,

la démocratie ne peut être qu'un leurre. Le principal frein à l'exercice le plus large de la démocratie qui signifie les mêmes droits pour tous, base d'une égalité réelle, réside dans le maintien de la propriété privée, responsable des dégâts sociaux qu'elle impose au monde du travail, à la jeunesse, à la collectivité. Les droits démocratiques, ce sont les droits d'exercer un contrôle sur la marche de la société, des entreprises, des banques et de l'Etat, pour défendre son droit à l'existence en remettant en cause l'existence même de la propriété privée capitaliste. L'abolition de la propriété privée capitaliste est la condition nécessaire à l'existence même de la démocratie.

L'impasse et la faillite du réformisme

Depuis qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, le socialiste Millerrand a pour la première fois participé à un gouvernement bourgeois, et que Bernstein a fait la théorie du réformisme - l'idée que la seule évolution économique suffirait à transformer le capitalisme et que le rôle des Partis socialistes était d'aider à cette évolution en participant au gouvernement à la tête de l'Etat de la bourgeoisie -, la politique réformiste, qu'elle soit social-démocrate ou stalinienne, n'a conduit qu'à des reniements, des trahisons, des crimes contre la classe ouvrière et les peuples. La platitude des idées réformistes a pris le visage du lâche soutien à la politique de la bourgeoisie et à ses pires crimes.

La tâche essentielle qui revient aujourd'hui aux militants de la classe ouvrière soucieux de représenter ses intérêts généraux, est d'arracher les travailleurs à l'influence des idées et des

conceptions réformistes. L'emprise de ces idées et conceptions s'explique pour des raisons historiques, économiques et politiques. Les raisons économiques, c'est l'impérialisme ; les raisons politiques, ce sont la faillite des Partis socialistes et la dégénérescence stalinienne des Partis communistes.

Aider les plus larges masses à s'émanciper des préjugés réformistes n'est pas une tâche de propagande abstraite mais une tâche concrète, politique, qui s'appuie sur l'expérience que font à large échelle les travailleurs du système capitaliste, de la logique de la société d'exploitation, et de la propriété privée capitaliste, comme de tous les mensonges qui visent à la masquer ou à la justifier. C'est tous les jours aussi que les travailleurs peuvent faire cruellement l'expérience des valeurs morales de la bourgeoisie, fondées sur l'éli-

tisme, l'individualisme, le mépris du travail.

Cette tâche est vitale si on ne veut pas que la faillite du réformisme qui accrédite le préjugé que seule la bourgeoisie est apte à diriger la société, laisse le terrain aux démagogues de droite et d'extrême-droite, flattant les préjugés réactionnaires de l'individualisme, du mépris de la collectivité, de l'apologie de la violence. A ces préjugés, les révolutionnaires opposent l'esprit de classe, le combat collectif qui fait la force des faibles et de toutes les classes exploitées.

Accomplir cette tâche suppose d'avoir rompu toute solidarité avec la politique des partis réformistes qui livrent les travailleurs et les jeunes, désarmés par leur duplicité et leur mensonge, à l'influence de la démagogie réactionnaire.

Le développement des dernières décennies a mûri les bases matérielles d'une société communiste

Pour les apologistes du capitalisme, ce qu'il est convenu d'appeler " la chute du communisme ", c'est-à-dire la restauration de la propriété privée dans l'ex-URSS, aurait ruiné le rêve d'une organisation économique et sociale plus humaine et plus rationnelle que l'économie de marché. Il n'en est rien. D'abord parce que le capitalisme apparaît aujourd'hui comme un système social sans

perspectives progressistes qui engendre la misère et la violence. Ensuite, parce que les idées du communisme ne sont nullement une utopie ou un rêve. Elles expriment simplement la nécessité de libérer le travail humain de la propriété privée bourgeoise qui le paralyse et l'entrave, qui crée l'anarchie dans la production comme dans la répartition des richesses. C'est la propriété privée

bourgeoise qui empêche le formidable développement des techniques, des moyens de production, des moyens de communication et de transport, d'être pleinement au service des hommes et qui aboutit à la concentration de la richesse à un pôle, de la misère à l'autre.

La production est de plus en plus sociale. Elle ne peut exister que par la coopération la plus grande des hommes

et des femmes qui créent les richesses. Pour que cette coopération donne sa pleine mesure, il faut mettre fin à la propriété des classes riches possédant les moyens de production, les capitaux, s'ap-

propriant ainsi les fruits du travail humain.

Le communisme, c'est la libération de l'ensemble des forces créatrices du carcan de la propriété privée, c'est-à-

dire l'expression générale des conditions actuelles de la lutte des classes. Cette transformation des rapports de propriété résulte directement de la lutte des opprimés pour satisfaire leurs propres besoins.

Le nouvel internationalisme, c'est celui des classes salariées et pauvres du monde entier pour en finir avec les frontières et fonder la coopération des peuples

Les ravages provoqués par la mondialisation à l'échelle de la planète suscitent une contestation, dans une large fraction du monde du travail et de la jeunesse, contre la violence économique qu'exerce la poignée de groupes capitalistes et financiers qui dirige l'économie. Les sommets de l'OMC, comme à Seattle, les réunions des dirigeants de la planète, G7 ou G8, du FMI, le procès de José Bové de la Confédération paysanne à Millau, ont été l'occasion de mobilisations pour affirmer que "le monde n'est pas une marchandise". Des intellectuels de gauche ou des organisations comme Attac, déclarent réinventer un nouvel internationalisme prônant le combat contre les excès du capitalisme, pour la régulation des marchés et une autre répartition des richesses entre pays riches et pauvres. Ils se revendiquent d'un combat démocratique avec l'objectif de convaincre les dirigeants des pays riches de mettre en œuvre des mesures comme la taxe inventée par le prix Nobel, Tobin, qui vise à introduire une infime taxation des capitaux pour limiter l'anarchie des marchés financiers.

Cette affirmation d'un combat internationaliste trouve un large écho y compris dans le monde du travail et la jeunesse. Cette prise de conscience réjouit les révolutionnaires. Elle est un point d'appui pour aller de l'avant, c'est-à-dire donner à ce combat internationaliste un contenu de classe révolutionnaire.

Pour bien des intellectuels, l'internationalisme exprime une indignation morale qui voudrait donner un visage plus acceptable, plus humain, à la société, débarrassé des aspects les plus révoltants de l'exploitation, du pillage des peuples, des inégalités, sans remettre en cause la propriété et les Etats nationaux qui la protègent.

Cet internationalisme reprend les vieilles idées tiers-mondistes de la réduction des inégalités entre pays riches et pays pauvres, de la nécessité d'assister ces derniers en rééquilibrant les



échanges ; il reprend parfois les idées, pas plus nouvelles, de l'anti-américanisme en les actualisant. La domination sans partage des Etats-Unis, chef de file de la politique libérale, imposant et se ralliant l'ensemble des pays pour mener la guerre économique contre les salariés et les peuples, est contestée à travers le rejet des symboles que sont les Mac'Do et Coca Cola.

La révolte contre l'hégémonie de la puissance américaine dévoyée en anti-américanisme, est utilisée par certains démagogues comme Pasqua comme alibi pour justifier une propagande réactionnaire en faveur de la défense d'un retour au protectionnisme, de l'apologie du nationalisme, de la soi-disant supériorité des valeurs françaises.

L'évolution actuelle du libéralisme

à l'échelle de la planète est irréversible, nul retour en arrière n'est possible et aujourd'hui comme hier, le capitalisme ne connaît d'autre règle que la fuite en avant pour s'approprier à une échelle toujours plus vaste les richesses produites par le travail. La lutte qu'il mène pour s'ouvrir de nouveaux marchés, pour rentabiliser les capitaux, nécessite la destruction de toutes les barrières qui font obstacle à la rapacité de la finance, la remise en cause de tous les acquis sociaux que les travailleurs et les peuples des pays pauvres avaient pu gagner par leurs luttes et par leurs pressions.

Ces transformations en cours, les contradictions dont elles sont porteuses à un niveau jamais atteint jusqu'ici, fondent les possibilités de la renaissance d'un nouvel internationalisme, celui des salariés et pauvres du monde entier. La logique de l'évolution des rapports économiques ne laisse pas place pour un capitalisme régulé, plus humain, moins inégalitaire. Elle impose l'union de tous les opprimés pour remettre en cause le système capitaliste lui-même, pour contester la propriété privée capitaliste et l'existence des frontières que la mondialisation rend caduque, mais dont le capitalisme ne peut se passer comme cadre indispensable au pillage de la plus-value et au maintien de son ordre économique et social à travers les Etats.

La seule alternative possible est celle de la construction d'un rapport de forces pour que les salariés et les pauvres de plus en plus nombreux imposent leur droit à l'existence, exercent leur contrôle sur les marchés, s'organisent pour jeter les bases d'une coopération entre les peuples.

Il n'y a pas de progrès sans droits démocratiques pour toute la population laborieuse

Si la nécessité du communisme est contenue dans le développement même du capitalisme et de ses contradictions, l'avènement d'une société nouvelle ne peut résulter d'une simple évolution linéaire, économique, pacifique vers une organisation consciente de l'économie. Au contraire, la logique des rapports de classe tend vers l'aggravation des contradictions du système.

Aujourd'hui, les conditions objectives d'une transformation révolutionnaire existent comme jamais dans le passé.

La bourgeoisie est une classe de plus en plus minoritaire et parasitaire. En 1936, c'était "200 familles" qui détenaient les leviers du pouvoir économique, l'évolution économique a restreint le nombre des possédants qui sont de plus en plus riches mais de plus en plus minoritaires. Leur rôle dans l'économie est infime. Ils ne jouent plus aucun rôle actif, se contentant de faire fructifier leurs capitaux sous la protection de l'Etat. Le parasitisme des classes dominantes, du capital financier, est sans limites et s'exprime de façon particulièrement cynique dans les opérations et spéculations financières, à travers lesquels les grands capitalistes se battent pour s'approprier les richesses produites faisant de l'économie un gigantesque casino. L'oligarchie financière délègue ses responsabilités à toutes sortes de managers, qui constituent une sorte de "bourgeoisie salariée" sans stabilité ni avenir.

La petite-bourgeoisie se rapproche, de par ses conditions d'existence de la condition des salariés. Elle est prolétarisée et n'a plus guère d'espoir de grimper les échelons de l'ascension sociale. La perte de ses illu-

sions l'éloigne du préjugé selon lequel ses intérêts seraient du côté des possédants et contribue à éliminer bien des obstacles au plus large rassemblement de toute la population travailleuse derrière la classe ouvrière contre la minorité qui détient les rênes du pouvoir, tant économique que politique.

Après une longue période de recul, sont en train de se créer les conditions d'un renouveau du mouvement ouvrier. Le poids de la classe ouvrière dans la société est de plus en plus important malgré la mise à l'écart de la production de tous ceux qui sont privés d'emploi. Jamais dans toute son histoire, la classe ouvrière n'a eu autant de force. Le développement économique de ces dernières décennies, loin de voir disparaître la classe ouvrière, comme le prétendaient des sociologues bien souvent de gauche, l'a renforcée et cela à l'échelle mondiale. Toute la marche de la société dépend d'elle. Du pilote de ligne à la production assistée par ordinateur, ou au travail sur les chaînes de production, des millions d'hommes et de femmes salariés, concentrent entre leurs mains toutes les compétences techniques, scientifiques, intellectuelles.

Parce qu'elle est concentrée dans les usines, la classe ouvrière manie tous les jours les moyens techniques les plus modernes que la bourgeoisie, malgré son incurie, est obligée de développer. Elle a l'habitude de se poser les problèmes collectivement, d'agir dans un cadre commun pour prendre les initiatives sans lesquelles la production ne pourrait se faire. Qualités qu'elle saura utiliser pour son propre compte, sa propre émancipation.

Les classes privilégiées affichant leur irresponsabilité sociale laissent à l'Etat le souci d'assurer, de plus en plus mal, le fonctionnement de ce qui dans la société est utile à la collectivité. Elles ne dirigent pas leur propre organisation économique, elles sont dirigées par la logique du profit. Dans les faits, la bourgeoisie prouve quotidiennement qu'elle est une classe incapable de diriger, que son rôle est un frein pour toute la société.

La classe ouvrière pour en finir avec cette incurie ne pourra se contenter de mettre en place son propre gouvernement, même sous le contrôle des masses, même émanation directe de ces masses, de comités de travailleurs élus dans les entreprises, les bureaux ou les quartiers. Elle devra démanteler, désorganiser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, le "briser" selon l'expression de Marx et mettre en place son propre appareil d'Etat, comme l'ont fait les ouvriers parisiens de la Commune en 1871 et les travailleurs russes en 1917.

La différence essentielle avec l'appareil de la bourgeoisie, c'est qu'il sera démocratique, composé de gens du peuple et non de hauts fonctionnaires inamovibles comme dans l'Etat bourgeois. Ceux qui le composeront seront éligibles et révocables à tout moment et leur salaire sera celui d'un travailleur. La classe ouvrière est riche d'hommes et de femmes dévoués, altruistes, désintéressés ; ils rempliront les tâches utiles à tous dans l'intérêt du plus grand nombre.

Tout ce qui paraît insoluble dans la société actuelle, trouvera ses solutions par la discussion, la confrontation, la mise en commun des expériences et du savoir faire.

Pas de droit au contrôle et de démocratie sans luttes et organisation

Pour en finir avec les méfaits du capitalisme, pour imposer une autre répartition des richesses, pour que la fragile croissance actuelle ne signifie pas pour le monde du travail l'aggravation des inégalités sociales, il est nécessaire que l'ensemble de la population impose son contrôle démocratique sur l'économie comme sur la marche de la société. La

question des salaires, de la lutte contre le chômage et la précarité ne peut être posée sur le seul plan syndical. L'ensemble des revendications du monde du travail conteste la politique de la bourgeoisie et ne peut trouver de réponses satisfaisantes sans que soit affirmé le droit de la population à exercer son contrôle.

Sans ce contrôle, chaque acquis est contesté, remis en cause par la logique même des rapports capitalistes. Ce sont ces rapports de domination et d'exploitation qu'il s'agit donc de contester.

Les droits démocratiques ne peuvent simplement s'octroyer, ils se conquièrent par en bas.

La démocratie la plus large et la plus directe au service de la collectivité, c'est la république démocratique et révolutionnaire des travailleurs

Dans la société bourgeoise, l'Etat emploie des fonctionnaires qui sont des membres de la classe ouvrière contraints de se plier aux directives qui leur sont données par leurs supérieurs hiérarchiques et surtout à la logique de la société bourgeoise. L'Etat bourgeois lui-même, est contraint d'assumer certaines tâches au service de l'ensemble de la population. La révolution, en brisant les rapports de domination bourgeois, mettra

l'administration, les services de statistiques et de recensement, les moyens de communication et d'information, à la portée du plus grand nombre. Dans le même temps qu'elle démantèlera la machine étatique bourgeoise, elle réutilisera tout ce qui, en son sein, peut être utile à la collectivité, en l'intégrant dans le contrôle démocratique de tous dont elle en fera un des instruments.

La révolution est l'acte démocratique

et autoritaire par lequel les travailleurs s'emparent du pouvoir économique et imposent, le temps nécessaire, leur dictature à la minorité qui n'aurait pas renoncé à l'absurdité de la propriété privée bourgeoise. Pour les marxistes, la démocratie la plus large, la "dictature révolutionnaire du prolétariat", est l'étape vers une société enfin libérée de l'exploitation de l'homme par l'homme.

Pour une société sans classe et sans Etat

Les communistes ne se battent pas pour en finir seulement avec l'oppression capitaliste. Ils pensent que de toute l'évolution historique résulte la possibilité d'en finir avec toute forme d'oppression, donc, avec la division de la société en classes et avec l'Etat qui en est le résultat. La classe ouvrière, en détruisant la propriété bourgeoise et en abolissant le

salariat, créera les conditions de l'avènement d'une société sans classes et sans Etat.

Car l'Etat de la classe ouvrière sera simplifié à l'extrême dans la mesure où les tâches seront exercées dans le sens de la collectivité. Simplifié, il sera destiné à disparaître au fur et à mesure que la démocratie s'élargira, que chacun

s'habitue à agir en respectant les règles de la vie sociale, utile à lui-même comme aux autres. Le développement de la production selon un plan discuté et conscient, permettra de supprimer rapidement les mesures de contrainte et l'Etat n'ayant plus de raison d'être, disparaîtra, se fondra dans la société devenue maîtresse de son destin.

* * * * *

LA LUTTE POUR LA DEFENSE DES DROITS FONDAMENTAUX DES TRAVAILLEURS, DES CHOMEURS, DES EXCLUS, DES FEMMES ET DES JEUNES

Au nom de la “refondation sociale”, le patronat a lancé contre le monde du travail une offensive en règle visant à remettre en cause les protections légales qui protègent encore les travailleurs contre une exploitation sans borne. Il s’agit de baisser ce que les économistes appellent “le coût du travail”, c’est-à-dire le prix payé par les patrons pour acheter la force de travail des salariés et d’en user selon leur bon vouloir en libéralisant “le marché du travail”, le marché où le travailleur vend sa force de travail. Le patronat rêve d’un marché entièrement “libre” où chaque travailleur, isolé, n’aurait d’autre choix que de négocier individuellement, “librement”, son contrat avec la classe capitaliste.

Après avoir réussi à généraliser la flexibilité et la précarité, c’est à la fraction la plus vulnérable du monde du travail, les chômeurs, que le patronat s’attaque en voulant remettre en cause le droit aux allocations-chômage, en voulant contraindre les chômeurs à accepter n’importe quel type de travail et dans n’importe quelles conditions, en généralisant et en étendant la précarité par des contrats renouvelables pendant une période de cinq ans.

Les patrons comptent ainsi faire pression sur l’ensemble des salariés, sur leurs conditions de travail, sur leurs salaires. C’est de ce recul des conditions de vie des salariés, de cette remise en cause permanente de leurs droits, que se nourrit la croissance actuelle. Les plus grandes entreprises comme Renault et Peugeot conjuguent depuis des années licenciements et profits records : ainsi Renault et Peugeot ont-ils licencié, avec l’appui du gouvernement, 26 000 salariés envoyés en préretraite et n’ont embauché qu’un tiers de “remplaçants”. La même année, en 99, Peugeot a fait 4,7 milliards de profits et Renault 3,5 milliards après les 8 milliards de l’année précédente.

En dix ans, la part des salaires dans la création des richesses a reculé de 10 % au bénéfice des revenus du capital. Les grandes fortunes, alimentées par les profits et les spéculations boursières, ont considérablement augmenté. La femme la plus riche de France, Mme Bettencourt a vu en 15 ans sa fortune passer de 8 milliards à près de 100 milliards de francs. L’homme le plus riche de France, Arnault, est un magnat de l’industrie du luxe, c’est dire que les bourgeois dépensent sans compter ! Il a doublé sa fortune en un an et ses 134 milliards de francs représentent l’équivalent des gains de 2 126 359 smicards en un an ! Le total des 15 plus grosses fortunes en France représente 657 milliards soit un tiers du budget de l’Etat.

Les investissements n’ont repris, après des années de stagnation, que parce qu’ils permettent de licencier, d’augmenter la productivité, de faire de nouveaux profits au détriment de l’emploi et des conditions de travail des salariés.

Les patrons sont aidés dans cette offensive par le gouvernement : la loi Aubry a permis de généraliser la flexibilité en contenant les salaires, au point qu’elle est citée par la presse patronale comme une des causes qui empêche l’inflation en France. L’Etat, à travers les CES, emplois-jeunes et contractuels, est le premier employeur de salariés précaires du pays.

Les résultats de cette politique sont désastreux pour le monde du travail. Plus de trois millions de personnes dépendent des minima sociaux qui permettent à peine de survivre. Le pouvoir d’achat de millions de salariés stagne : le salaire moyen a augmenté cette année de 1,6 % en moyenne, autant que les chiffres officiels, sous-évalués, de l’inflation.

La baisse relative du chômage s’est accompagnée d’une explosion de la précarité qui a doublé en dix ans : le nombre de salariés en intérim ou en CDD a progressé de 10 % en un an et concerne aujourd’hui 20 % des emplois et en premier lieu, les femmes et les jeunes. Le travail à temps partiel, le plus souvent imposé, représente plus de 15 % des salariés du secteur privé. Et les chefs d’entreprise qui ont signé des accords Aubry affirment qu’ils vont avoir de plus en plus recours à l’intérim.

L’aggravation de la dureté des conditions de travail se traduit par la dégradation de l’état de santé de l’ensemble des travailleurs. Des rapports d’organismes officiels dénoncent l’augmentation des maladies professionnelles notamment des “troubles musculo-squelettiques” causés par les cadences élevées d’un travail répétitif. La pression de l’encadrement, exigeant toujours plus de performances et de rentabilité provoque des phénomènes de détresse et de troubles psychologiques.

Le monde du travail et l’ensemble de la société paient très cher la folle logique du profit, de la compétition et de la productivité qu’imposent les capitalistes pour augmenter leurs profits et faire grimper leurs actions en

Bourse.

Et pourtant, ce sont ces gens-là qui s’en prennent aux chômeurs, qui veulent nous culpabiliser si nous n’acceptons pas n’importe quel travail, n’importe quel salaire et n’importe quels horaires. Ce sont ces gens-là qui veulent nous convaincre qu’il n’y a pas d’autre issue que d’accepter un recul de nos conditions de vie et de travail, une remise en cause sans limite de nos droits. Ce sont eux qui, comme Jospin, s’affirment partisans d’une “société de travail et non d’assistance”, eux qui veulent justifier aux yeux de ceux-là même qu’ils oppriment, le vol qu’ils font de leur vie et cela pour tenter de les paralyser et d’empêcher que leurs aspirations au bien-être et à la liberté ne débouchent sur la révolte contre sa domination.

Par leurs luttes, les salariés, les chômeurs, les sans-papiers, les femmes et les jeunes rétablissent les faits, accusent, exigent leurs droits. Ils refusent de se plier aux prétendus équilibres économiques qui ne sont que le voile hypocrite jeté sur les rapports d’exploitation. Les lois économiques ne sont que l’expression des rapports de force entre les classes, c’est-à-dire fondamentalement entre l’oligarchie financière et la classe des salariés.

Il n’y a pas un aspect de notre vie qui ne se heurte aux exigences des intérêts parasites de cette oligarchie, pas un problème qui puisse être résolu si on ne s’en prend pas à leurs profits et au fondement même de leur domination, la propriété privée.



Lutter contre la précarité sous toutes ses formes

Le gouvernement ose présenter comme un succès le fait que le chômage soit repassé officiellement sous la barre des 10 % de la population active. Mais ce recul tout relatif du chômage s'est fait au prix d'une considérable extension du

travail précaire sous toutes ses formes. Cette précarité a plongé des millions de salariés, de femmes, de jeunes dans une épouvantable lutte pour la survie et permis aux patrons d'imposer plus facilement une exploitation accrue à l'ensemble des salariés.

Le premier des droits pour un salarié, c'est d'être sûr d'avoir un travail et un revenu, d'échapper à cette menace permanente qui, du jour au lendemain, peut le plonger dans la misère au gré d'un patron ou d'un chef.

Lutter contre la précarité, c'est imposer un salaire minimum garanti de 8500 F par mois pour tous les travailleurs, avec ou sans emploi

Plusieurs millions de personnes s'efforcent de survivre avec des minima sociaux inférieurs à trois mille francs. Une telle situation est insupportable quand, dans le même temps, les entreprises affichent des profits insultants, que les dividendes des actionnaires ne cessent d'augmenter.

Il est d'une nécessité vitale pour l'ensemble des salariés que les patrons ne puissent plus menacer une fraction de la

classe ouvrière d'être plongée dans le chômage, la misère et la détresse.

Pour pouvoir satisfaire des besoins vitaux, le droit au logement, à la santé, à la culture, tout travailleur doit être assuré d'un revenu minimum. Cela fait pousser les hauts cris aux patrons : si ceux qui ne travaillent pas touchent autant que ceux qui travaillent, plus personne ne voudra travailler. Ces gens-là prêtent aux salariés leurs senti-

ments de parasites ! Ceux qui accumulent des fortunes et les dépensent en s'arrogeant les richesses produites par le travail des salariés, c'est cette poignée de financiers qui pille l'économie et réduit à la misère et à la précarité toute une fraction de la population. Qu'ils vivent donc avec les minima sociaux actuels, eux qui dépensent en un clin d'œil ce que nous considérons le minimum vital mensuel pour les chômeurs et les salariés !

Lutter contre le chômage, c'est imposer de vraies embauches et interdire les licenciements

Derrière les discours officiels sur la baisse du chômage, les patrons continuent à licencier, à délocaliser, à restructurer toujours au nom de la compétitivité.

Ces licenciements apparaissent d'au-

tant plus révoltants, que leurs véritables motivations - augmenter les dividendes des actionnaires - apparaissent clairement aux yeux des travailleurs.

L'interdiction des licenciements

sous menace de réquisition des entreprises, à commencer par celles qui font du profit, est une nécessité pour opposer à la logique du profit individuel, celle de la défense des intérêts de la collectivité.

Finissons-en avec la précarité, embauche définitive des travailleurs précaires

La précarité sous toutes ses formes a été une des principales armes du patronat pour faire baisser le coût du travail. Le MEDEF veut aggraver cette situation en mettant en place, avec la complicité de certains syndicats, des contrats étendant et généralisant la précarité.

Le patronat s'est servi de la précarité

pour diviser les salariés en créant plusieurs statuts dans la même entreprise. Et si les travailleurs précaires ont été les premières victimes - et parmi eux les femmes et les jeunes - de cette situation qui les privait de tout droit réel, les contraignant à subir flexibilité et salaires au rabais, leur situation pesait sur

l'ensemble des salariés.

L'embauche à temps complet en CDI des travailleurs précaires est un droit pour tous ceux que le patronat et le gouvernement veulent réduire à l'insécurité permanente pour pouvoir mieux exploiter tous les travailleurs.

Embauche de tous les chômeurs dans le privé comme dans le public

La réduction des effectifs dans les entreprises, l'augmentation des rendements, s'accompagnent dans les entreprises privées de l'aggravation de l'exploitation qui se traduit par une dégradation de la santé des salariés dénoncée par plusieurs rapports officiels.

Dans les services publics, le refus d'embaucher, la précarisation accrue,

provoquent une détérioration des conditions de travail au détriment de tous, travailleurs, consommateurs, usagers. Les luttes des salariés de la Santé, des Finances ou de l'Education nationale ont dénoncé cette situation et exigé des moyens et des embauches.

La seule réponse à ces problèmes, c'est l'embauche massive. Il appartient

aux salariés de ces entreprises comme des services publics, de recenser eux-mêmes les besoins, de déterminer les effectifs nécessaires. En liaison avec les chômeurs et leurs associations, ce sont eux qui peuvent recourir aux embauches nécessaires de façon à alléger la charge de travail de chacun et assurer un service de qualité aux consommateurs et aux usagers.

Pour une augmentation générale des salaires

Pendant des années, les patrons se sont servis du chantage au chômage pour baisser les salaires avec l'aide de tous les gouvernements.

Mais aujourd'hui, il n'est pas possible d'accepter que les richesses s'accumu-

lent et que les travailleurs qui les ont créées en soient spoliés. Des revendications de salaires de 1000 ou 1500 F sont de nouveau mises en avant dans des luttes. Une augmentation générale des salaires satisfaisant de telles revendica-

tions ne serait qu'une récupération d'une faible partie de ce que les patrons nous ont volé pendant toutes ces années. Elle permettrait de satisfaire des besoins vitaux et de relancer la consommation et la production.

Oui à la réduction du temps de travail et au partage du travail entre tous sans flexibilité, ni perte de salaire

La loi Aubry se présentait comme une loi de réduction du temps de travail. Elle n'a été en fait qu'un cadeau du gouvernement au patronat pour généraliser la flexibilité et baisser ou geler les salaires.

Une vraie réduction du temps de tra-

vail est à mettre en œuvre : les salariés pourraient ainsi profiter des gains de productivité qui sont le produit de leur travail. En disposant de plus de temps libre, ils pourraient plus facilement s'occuper des affaires publiques dans

les associations, les syndicats, les partis politiques. Une véritable réduction du temps de travail permettrait de mettre en place un véritable partage du travail entre tous, sans flexibilité ni réduction de salaire.

Travailleurs français immigrés : mêmes patrons, mêmes combats, mêmes droits !

La lutte des sans-papiers pour la reconnaissance de leurs droits a fait reculer partiellement le gouvernement qui non seulement refuse le droit élémentaire de circulation des personnes, mais interdit

aux travailleurs immigrés de ce pays de participer à la vie sociale et politique, ne serait-ce que sous son aspect électoral, en leur refusant le droit de vote à toute forme d'élection. Le fait que les

travailleurs immigrés de ce pays soient surexploités et privés de tous droits est un déni de justice et il est de l'intérêt de tous que nous mettions fin à cette discrimination.

Pour l'égalité des salaires comme des droits réels entre les femmes et les hommes

Le gouvernement a fait voter une loi sur la parité dans le domaine électoral. On peut douter de son effet véritable. Mais il ne pourra de toute façon y avoir de véritable

égalité entre les hommes et les femmes qu'en instaurant l'égalité économique et notamment l'égalité des salaires que la loi est censée garantir. Pas d'égalité des

droits sans égalité économique, sans que les moyens matériels existent pour que les femmes puissent prendre toute leur place dans la gestion des affaires publiques.

Pour le respect de la jeunesse, droit à l'éducation et à la culture pour tous

La fraction scolarisée de la jeunesse est descendue dans la rue à plusieurs reprises ces dernières années pour exprimer son inquiétude devant l'avenir. Les jeunes sont en effet les premières victimes du chômage et de la précarité. Ceux d'entre eux qui appartiennent aux

couches sociales les plus opprimées sont menacés d'être marginalisés, rejetés, livrés à eux-mêmes. Ils sont victimes des brimades policières et des calomnies de la presse et des politiciens.

La jeunesse est l'avenir de la so-

ciété, elle doit pouvoir bénéficier de tous les moyens les plus modernes d'accéder à la connaissance et à la culture, de pouvoir choisir son avenir et d'apporter à la collectivité toute son énergie et tout son enthousiasme.

Contre la violence, imposer la solidarité du monde du travail

Rejetés par la société, bien des jeunes la rejettent à leur tour par une violence aveugle et sans perspective. La démagogie sécuritaire ne fait qu'aggraver cette situation, elle attise les haines en même

temps qu'elle crée un terrain propice aux idées réactionnaires d'extrême-droite.

Seul un renouveau des organisations populaires permettra, en luttant contre

les ravages du libéralisme, de resserrer les liens dans les cités et les quartiers, pour offrir à la légitime révolte des jeunes une issue collective et créer des liens de solidarité.

Salariés et travailleurs indépendants ont des intérêts communs

Artisans, commerçants qui vivent dans les quartiers populaires, sont eux aussi touchés par la crise. Chômage, baisse du pouvoir d'achat portent atteinte à la consommation. S'ils sont indépendants de la pression directe d'un patron,

ils n'échappent ni à celle des banques, ni à la pression fiscale de l'Etat. Aussi ont-ils tout à gagner à la politique d'un Etat bon marché qui fasse peser l'essentiel de la pression fiscale sur les plus riches et à ce que les travailleurs

contrôlent l'activité économique et financière et leur accordent des prêts à faible taux d'intérêt. Mais un tel Etat, seuls les travailleurs, qui n'ont aucun privilège à défendre, peuvent le mettre en place.

Les travailleurs des campagnes et des villes ont les mêmes adversaires et les mêmes intérêts !

Les exploitants agricoles sont eux aussi soumis à la folie de la compétitivité et de la concurrence. La crise de la "vache folle" et ce que l'on appelle d'un terme général "la malbouffe", illustrent les ravages de la course au profit et les dangers qu'elles représentent à la fois pour les travailleurs des campagnes et pour les consommateurs.

Aucune mesure de protectionnisme, aucun appel à la "raison" ne pourra enrayer cette menace. Remettre en question le fonctionnement de l'agriculture capitaliste, c'est remettre en question l'ensemble de la société, c'est s'en

prendre à la domination des multinationales de l'agro-alimentaire et de la distribution - quelles que soient leur nationalité -, ainsi que des banques, c'est remettre en cause la politique des gouvernements qui servent leurs intérêts, au détriment de la sécurité de l'ensemble de la population.

Un véritable contrôle sur la production et la consommation ne pourra se faire qu'en remettant en cause les droits de la propriété privée, le secret commercial et le secret bancaire, pour établir la "traçabilité" des profits. Les salariés des villes et les travailleurs des

campagnes y parviendront en unissant leurs luttes. C'est ainsi que les paysans pourront véritablement défendre leurs intérêts, sans que leur colère soit dévoyée par des préjugés nationalistes et récupérée au profit des plus riches d'entre eux.

C'est ensemble qu'ils pourront imposer un contrôle sur la qualité de la production, s'opposer aux diktats des magnats de la distribution et de la finance pour imposer que soient garantis des prix qui rémunèrent leur travail et les assurent d'écouler leur production, en fournissant une nourriture de qualité et accessible à l'ensemble de la population.

Contrôle de l'économie, de l'Etat et des administrations par la population. Sans transparence, il n'y a pas de démocratie

La réalisation de ces mesures nécessite l'organisation des salariés et leur contrôle sur l'économie, en s'affranchissant de toutes les limites mises par la propriété privée, par le biais de leurs syndicats et associations, mais aussi des comités et des autres formes d'organisation démocratiques qu'ils seront amenés à créer dans la lutte.

En divulguant et en rassemblant tous les comptes des entreprises privées et publiques, comme des grosses fortunes auxquels ils ont accès, les salariés de tous les organismes bancaires et financiers, des Impôts ou de la Sécurité sociale, permettront que soit mise à plat publi-

quement, la marche de l'ensemble de l'économie et que celle-ci soit orientée en fonction des seuls besoins de la population.

Seule cette prise de contrôle de l'économie par les salariés et la population peut permettre de satisfaire leurs revendications et de faire appliquer leurs droits.

Un tel contrôle ruinerait l'économie, nous rétorquent les défenseurs de l'économie de marché, parce que les aristocrates de la finance retireraient leurs capitaux. Mais en fait, c'est l'usage que ces gens-là font des capitaux qui est la cause des crises économiques, comme

ce fut le cas en Asie du Sud-est, en Russie ou au Brésil. Pour éviter qu'un nouveau krach financier ne plonge la société dans une catastrophe, il faut placer tous les mouvements de capitaux, toutes les décisions d'investissements sous le contrôle des travailleurs et de la population.

En développant leur contrôle sur les différents rouages de l'économie comme sur l'ensemble de la vie sociale, les travailleurs commenceront à prendre eux-mêmes en main la gestion de la société, sans patron ni bureaucrate, pour la faire fonctionner dans l'intérêt de tous.

Pour une fiscalité au service des besoins de la population

"Trop de charges, trop d'impôts, trop de prélèvements" répètent à l'envi les tenants du libéralisme. Les gouvernements s'exécutent et mettent en place des allègements d'impôts pour les plus riches. Soucieux de plaire aux bourgeois

et contraints sous peine d'un krach généralisé d'alimenter le casino boursier, ils pillent les fonds destinés au fonctionnement des services publics, privant ainsi de ressources les budgets des communes, des départements, des ré-

gions ou le budget de l'Etat.

C'est une politique diamétralement opposée que mettrait en action un gouvernement défendant les intérêts des travailleurs : réduire ou supprimer les impôts indirects, comme la TVA, qui

frappent en priorité les couches les plus pauvres et utiliser l'arme de la fiscalité pour taxer les richesses. Un tel gouvernement mettrait fin aux privilèges fiscaux des bourgeois, instituerait un contrôle sur les grandes fortunes et rendrait publics leurs patrimoines. Il taxerait lourdement

les grandes fortunes et les profits et utiliserait la fiscalité pour augmenter le pouvoir d'achat des classes populaires. Il mettrait fin au gâchis actuel en prenant aux capitalistes la part des richesses qu'ils ont volée, pour l'affecter à la satisfaction des besoins de la col-

lectivité au niveau local, régional ou national, en créant des centaines de milliers d'emplois nécessaires dans les Transports, la Santé, l'Education, en investissant dans les infrastructures et le matériel indispensables au fonctionnement des services publics.

Gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations

Seules leurs organisations et leur mobilisation garantiront aux travailleurs, aux chômeurs, aux exclus, aux femmes et aux jeunes le respect de leurs droits. Mais il est indispensable que ces droits soient inscrits dans la loi. Les lois bourgeoises consacrent aujourd'hui la toute puissance de la propriété privée et, il est indispensable que des lois nouvelles légalisent les droits du monde du travail dont le droit au contrôle ; elles devront consacrer la toute puissance des intérêts collectifs.

Seul un gouvernement démocratique

des travailleurs et de leurs organisations peut promulguer de telles lois.

Ce gouvernement qui ne peut être que l'émanation des travailleurs en lutte, se placera sous leur contrôle. Il s'engagera à défendre avec autant d'acharnement les intérêts des travailleurs que les gouvernements actuels en mettent à défendre les intérêts capitalistes.

Il mettra un terme au pillage des capitalistes qui spéculent sur la dette publique de l'Etat et de ceux qui s'accaparent subventions et marchés publics.

Il légalisera toutes les revendications arrachées par les luttes des travailleurs. Il appellera aux plus larges initiatives et mettra à la disposition, de l'ensemble de la population tous les moyens financiers et matériels dont dispose l'Etat, pour qu'elle s'organise elle-même afin de prendre le contrôle de la vie sociale, donnant naissance à de nouvelles institutions qui auront aussi pour tâche de remplacer les corps de répression actuels (police, armée, justice) qui fonctionnent au service des classes privilégiées.

Ni paritarisme, ni refondation sociale, pas de réforme sans révolution !

Pour imposer ses mesures libérales baptisées "refondation sociale", le patronat menace de quitter les organismes paritaires, caisses de Sécurité sociale ou de chômage. Les dirigeants syndicaux et ceux des partis gouvernementaux affirment que ce serait un danger pour les travailleurs et disent qu'il faut maintenir le paritarisme.

Pour se protéger du patronat, les travailleurs ne peuvent faire confiance à de telles institutions, qui sont purement et simplement des organismes de collaboration de classe et qui ont servi depuis des années à remettre en cause leurs acquis et leurs droits. Il n'y a pas pour les travailleurs de possibilité de défendre leurs intérêts et de faire respecter leurs droits sans remettre en cause les droits de la

propriété privée, sans disputer au patronat la direction de l'économie et de la société.

Ces revendications, nous qui sommes communistes et socialistes révolutionnaires, nous les faisons nôtres et souhaitons les défendre partout où il est possible de le faire pour tous ceux qui aspirent à défendre la dignité et les intérêts du monde du travail, quotidiennement sur les lieux de travail, ou dans les quartiers, dans les luttes, les élections.

Autour des perspectives de défense des droits des travailleurs convergeront les débats, les initiatives et les luttes de tous ceux qui partagent les mêmes préoccupations et les mêmes aspirations, qu'ils soient militants de partis, d'asso-

ciations, de syndicats ou travailleurs non organisés. C'est autour de ces revendications, de leur discussion, des actions menées pour les défendre, qu'ensemble, les travailleurs créeront et renforceront les liens de solidarité entre eux. Ces liens permettront à tous ceux qui veulent conquérir ces droits nouveaux qui contestent le droit de la propriété bourgeoise, de regrouper leurs forces et de s'organiser, dans une force politique nouvelle, un parti démocratique et révolutionnaire des travailleurs, mais aussi plus largement, dans les entreprises, les cités ou les quartiers dans des comités nécessaires à l'organisation et à la mobilisation de tous, dans l'unité et la démocratie.

* * * * *

POUR LE MONDE DU TRAVAIL, EXERCER SES DROITS DE CITOYENS, C'EST S'ORGANISER EN PARTI, REVENDIQUER SON DROIT A DIRIGER LA SOCIETE

Il est de mode aujourd'hui de repenser les rapports entre les citoyens et les partis politiques, de prétendre à " une refondation des pratiques sociales ", etc.. En un mot, bon nombre d'intellectuels s'interrogent sur les moyens de réconcilier les citoyens avec des partis politiques dont il s'est avéré qu'ils étaient bien plus soucieux de leurs propres intérêts que de ceux de ces dits citoyens.

Là n'est pas le propos des révolutionnaires.

Faire de la politique est inscrit dans notre propre nature humaine. Aristote ne disait-il pas que l'homme est " *un animal politique* " ? Le désaveu des partis traditionnels est une expression politique, l'abstentionnisme aussi, une contestation. La question est : quelle politique, au service de quels intérêts sociaux ?

Oui, faire de la politique autrement, c'est contester radicalement les fondements mêmes de l'ordre bourgeois, la propriété privée, comme l'idéologie et la morale qui la servent.

Pour les classes défavorisées, pour l'ensemble des salariés, faire de la politique est une nécessité. En faire consciemment, en toute lucidité, pour défendre les intérêts de sa classe est la seule voie pour échapper à l'aliénation, cette dépossession de soi-même, conséquence des rapports d'exploitation.

Il n'y a pas de liberté sans politique

La corruption non seulement matérielle, mais aussi morale et intellectuelle des partis politiques intégrés au parlementarisme et à l'ordre bourgeois, aboutit à cette perversion que pour l'immense majorité de la population, faire de la politique, se confond avec la soumission à des intérêts d'appareil, au carriérisme, et ne fait que reproduire les rapports bourgeois.

La politique apparaît comme contraire à la liberté. Il s'agit d'une politique au contenu bien précis qui consiste

à encadrer, embrigader les esprits, dans le but de la défense des intérêts d'une infime minorité en contrepartie de quelques médiocres satisfactions. Cette politique au service de l'ordre établi, quelle que soit sa place dans l'arc-en-ciel parlementaire, participe des instruments de domination idéologique et morale des classes dominantes.

A l'opposé, la conquête et l'exercice de sa propre liberté passe inévitablement par la pensée et l'action politiques qui supposent de se penser soi-

même, de penser sa propre vie, dans sa réalité sociale, conditionnée, déterminée par des rapports sociaux qu'à défaut de choisir, il nous appartient de contester, c'est-à-dire de comprendre.

Pour les travailleurs, les exclus, les femmes, les jeunes, pour tous les opprimés, faire de la politique, c'est comprendre les rapports sociaux qui régissent et conditionnent la marche de la société, pour s'en émanciper par la lutte.

S'organiser, construire un parti de travailleurs, c'est conquérir un espace de liberté par la lutte et la solidarité

Le travailleur isolé est inévitablement traité en paria. Il n'acquiert la possibilité de faire valoir des droits, il ne peut obtenir une amélioration de son sort que s'il rejoint une organisation où il retrouve d'autres exploités comme lui.

Mais s'organiser, c'est bien plus que se regrouper pour défendre ses droits d'exploités, c'est contester, refuser l'exploitation, affirmer ses droits pleins et entiers, non pas de simple citoyen, mais

d'être humain qui lutte pour son émancipation sociale.

S'organiser, c'est s'affranchir de la résignation que cherche à inculquer la morale bourgeoise à tous les exploités, c'est conquérir le sens de sa dignité, de son rôle dans la société, pour retrouver et développer pleinement toute sa personnalité. Pour parvenir à leurs fins, les exploités ont toujours cherché à maintenir la classe ouvrière sous la

forme d'une masse atomisée. Ils ont donc multiplié les obstacles à l'existence d'organisations propres à la classe ouvrière. En réponse, des travailleurs et des militants ont constamment eu la volonté de se regrouper pour résister dans des cadres organisés. Ce n'est que grâce à ces efforts d'organisation sur plusieurs générations, que le monde du travail s'est donné les moyens de ne pas être traité comme une masse d'esclaves sans aucun droit,

sans loisirs et sans culture, qu'il a conquis des droits démocratiques et des libertés sans cesse remis en cause.

Chaque riposte à une attaque venant de l'Etat ou de tel ou tel patron, chaque lutte partielle contribuent à renforcer la conscience des travailleurs que, quels que soient leur statut, leur âge, leur sexe ou leur origine géographique ou culturelle, ils sont membres d'une même

classe porteuse de l'avenir de l'humanité. Pour des révolutionnaires, chacune de ces ripostes ou de ces luttes, au-delà des conquêtes matérielles immédiates sans cesse remises en cause par la classe dominante et son Etat, sont autant de moyens de conquérir un espace de liberté et d'action face à la classe dominante et à tous ceux qui la servent.

Pour les travailleurs, le fruit pré-

cieux de chaque lutte aussi modeste soit-elle, est cette évolution des consciences, cet acquis moral et intellectuel qui ne peut exister et se transmettre qu'à travers l'organisation non seulement syndicale mais politique. Il n'y a pas de mémoire, au sens vivant de l'apprentissage et de l'expérience nécessaires pour construire l'avenir, sans organisation.

S'organiser, c'est affirmer le droit des travailleurs à diriger la société

Pour les classes dominantes, briser les liens que les exploités peuvent tisser entre eux est une préoccupation constante. Le " libre " contrat du salariat est un contrat individuel que contractent des individus isolés, atomisés, avec les détenteurs de cette force collective qu'est le capital.

S'organiser, c'est contester ce rapport social, ce contrat qui lie le travailleur à sa propre exploitation, c'est, de fait, consciemment ou non, le refuser.

S'organiser, c'est participer à la socialisation croissante de l'ensemble des moyens de production dont la force vivante du travail humain contre le droit à

l'appropriation privée des fruits de ce travail humain. C'est aggraver ainsi la principale contradiction de la société capitaliste, et donc œuvrer dans le sens de l'affirmation du droit de la collectivité, la société, à s'approprier elle-même les propres fruits de son travail.

L'enjeu de toutes les grandes luttes à venir est bien là. Il opposera deux grands camps fondamentaux, d'une part la minorité détentrice du privilège de pouvoir s'attribuer les fruits du travail d'autrui, de l'autre l'immense majorité de la population, spoliée, qui affirmera ses droits à jouir pleinement des richesses sociales.

L'affirmation de ce droit collectif ne peut se faire que collectivement, c'est-à-dire à travers l'organisation la plus large possible de tous ceux qui en ont conscience. Sa conquête ne pourra s'accomplir qu'à travers le triomphe de la collectivité sur la minorité qui parasite la société à des fins privées, pour s'attribuer des privilèges au mépris de l'intérêt général, ce qui signifie que l'ensemble de la classe des producteurs, des exclus et des défavorisés, affirme son droit à diriger la société, pour aboutir à s'ériger elle-même en classe dominante.

Renouveler, transformer les syndicats pour en faire des organisations démocratiques, animées d'un esprit de classe et de lutte

Pour limiter la concurrence entre les salariés vendant chacun leur force de travail aux capitalistes, les travailleurs ont besoin de s'organiser syndicalement.

Sous les coups de la crise qui s'est traduite par des licenciements massifs comme de la politique anti-ouvrière des gouvernements de gauche que la plupart des directions syndicales soutenaient, les syndicats ont été désertés par les salariés. Beaucoup de militants syndicaux se sont retrouvés désemparés, impuissants alors que les coups des employeurs contre leurs camarades de travail et eux-mêmes se multipliaient. Ils ont tenu, fait face, résisté.

Ces années ont été pour eux la difficile expérience de l'impasse à laquelle conduit la volonté de limiter le rôle des organisations syndicales à n'être que les avocats des salariés au lieu de prendre toute leur place dans l'organisation des luttes. Cette politique a même conduit des directions syndicales comme celle de la CFDT à se comporter comme la cour-

roie de transmission des volontés patronales.



A l'époque de la mondialisation, il n'y a plus de place pour un syndicalisme de collaboration de classe. Une telle politique détourne les syndicats de ceux qu'ils ont pour tâche d'organiser pour débattre de leurs problèmes, décider ensemble, démocratiquement, résister, se défendre, imposer leurs droits et, à l'opposé, conduit les organisations syndicales à se faire les complices de la politique du patronat ou du gouvernement.

L'activité syndicale prend tout son sens et son efficacité si elle conteste le droit des patrons à diriger l'économie.

Elle devient alors un moyen essentiel, à la fois pour battre en brèche l'influence des directions syndicales qui s'accommodent du système capitaliste, et pour développer les idées et les arguments permettant à l'ensemble des travailleurs d'y voir clair sur leur situation afin de préparer leurs luttes dans les meilleures conditions. La pratique quotidienne d'une activité syndicale démocratique est une des meilleures façons pour les travailleurs de se préparer à mettre en place au cours de leurs luttes d'autres formes d'organisations permettant une large participation des travailleurs telles que les assemblées générales et les comités de grève. Elle est l'école de l'organisation, là où commence à se forger la conscience de faire partie d'une classe qui discute de ses problèmes, apprend à réagir collectivement, à construire un rapport de force tant politique que social.

Rompre son isolement, exiger tous ses droits, conquérir sa dignité : l'organisation des travailleurs immigrés, des travailleurs sans emplois ou sans logement en liaison avec l'ensemble du monde du travail

Depuis plusieurs années, des secteurs de la classe ouvrière particulièrement agressés par le système capitaliste en crise ont commencé à se donner les moyens de défendre leurs droits élémentaires. Des associations regroupant des immigrés, des chômeurs ou des sans logis ont vu le jour. Ces associations qui organisent des actions collectives permettent aux travailleurs les plus affaiblis par le fonctionnement de cette société de rompre leur isolement, de redresser la tête et pour les plus conscients d'entre eux de tisser des liens avec le reste du mouvement ouvrier. Ces associations se sont créées à l'initiative de militants syn-

dicalistes, de militants de gauche ou d'extrême-gauche.

Plus les liens entre ces associations et les organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier se développeront et plus la classe ouvrière gagnera en cohésion, plus elle gagnera en capacité à riposter aux manœuvres de division et aux mauvais coups portés contre elle par la bourgeoisie et ses serveurs gouvernementaux. En se renforçant en nombre et en combativité, ces associations permettront que les "laissés-pour-compte" du système capitaliste prennent toute leur place aux côtés de l'ensemble des travailleurs non seulement en tant qu'acteurs des luttes actuelles pour défendre leurs

droits mais aussi en tant qu'acteurs de la transformation révolutionnaire de la société.

Les travailleurs immigrés, la fraction le plus souvent la plus brimée et la plus exploitée du monde ouvrier, ont une place importante à prendre. Parmi eux, se trouvent des hommes et des femmes connaissant plusieurs langues et plusieurs cultures, ayant une expérience approfondie et douloureuse des liens de connivence entre les exploités de tous les pays et les forces de répression à leur service. Les plus conscients d'entre eux sont d'autant mieux en mesure d'être des acteurs importants dans la reconstruction d'un mouvement ouvrier international.

Les femmes et la jeunesse travailleuses, ferments de la lutte pour la transformation de la société

L'offensive de la bourgeoisie contre le monde du travail remet en cause ou menace les avancées obtenues dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes. Les progrès contre la discrimination sexuelle tout comme ceux contre les discriminations racistes ou xénophobes sont constamment menacés dès lors que le mouvement ouvrier subit des revers.

Toutes les formes de mépris à l'égard des femmes ont repris de la vigueur à mesure que le mouvement ouvrier organisé était en recul. Dans les entreprises, la disparité des salaires entre les hommes et les femmes s'est maintenue ou aggravée. Le chômage a frappé plus durement les femmes que les hommes. Disposant d'un budget réduit et leurs proches étant touchés partiellement ou totalement par

le chômage, les femmes des classes populaires ont eu à faire face à de plus grandes difficultés au sein de leur famille et en particulier dans l'éducation de leurs enfants qui le plus souvent leur incombe. Tenter de résoudre ces problèmes au péril de leur santé exige des femmes une grande combativité et les place en première ligne pour comprendre l'ampleur de la catastrophe sociale que nous réserve la gestion de la société par une minorité de nantis. C'est dire à quel point l'apport des travailleuses à la reconstruction d'organisations démocratiques de la classe ouvrière est fondamental.

Il en va de même des jeunes et tout particulièrement des jeunes travailleurs qui pour la plupart n'ont connu que le chômage, les "petits boulots" ou des

postes précaires. Toute la jeune génération a parfaitement compris que la société actuelle n'a rien d'autre à lui offrir et l'empêchera de vivre pleinement.

N'étant ni responsables, ni démoralisés par les trahisons et défaites passées orchestrées par les directions staliniennes et social-démocrates, les jeunes sont à même de porter un regard neuf et lucide sur les ressorts de cette société, une révolte et une critique radicales qui n'ont pas peur d'elles-mêmes ni de leurs conséquences.

L'arrivée de nombreuses femmes et de nombreux jeunes dans toutes les formes d'organisation et dans toutes les luttes leur apportera le souffle de leur affranchissement, leur force, démocratie et dynamisme.

Nécessité de la critique pratique de toutes les caricatures des idées socialistes et communistes

Aujourd'hui la classe ouvrière se dégage de la police des esprits qu'exerçaient sur elle la social-démocratie et le stalinisme. Elle commence à se tourner à nouveau vers les idées de son émancipation dont les révolutionnaires ont su assurer la continuité. Il s'agit de leur redonner toute leur force contestataire, leur authenticité, leur jeunesse et leur vigueur.

Cela suppose une critique de toutes leurs caricatures.

Depuis qu'elles ont été formulées par les fondateurs du socialisme scientifique, Marx et Engels, les idées du socialisme et du communisme ont, en effet, servi de masques à bien des impostures. Elles ont servi de drapeau à des combats sociaux qui n'avaient pas pour but l'émancipation des travailleurs ni

l'abolition de la propriété bourgeoise.

Elles ont servi à masquer bien des crimes dont la responsabilité revient exclusivement au vieil ordre bourgeois même si leurs exécuteurs se sont recrutés parmi les transfuges du mouvement ouvrier.

Ces derniers, non contents de servir l'oppression, ont donné aux oppresseurs des armes idéologiques pour combattre

les idées de l'émancipation des opprimés en présentant ces idées comme responsables de leurs propres crimes. Incapables de plier les personnalités révolutionnaires de Lénine, de Trotsky et de leurs compagnons, au besoin de leur lutte idéologique, ils ont tenté de donner d'eux et de leur combat une image repoussante en leur attribuant la responsabilité des crimes des imposteurs staliniens, crimes contre la révolution, ses idées, ses hommes au profit de la réaction.

La confusion semée par les reniements, les caricatures, les falsifications et les crimes a contribué à détourner bien des travailleurs des idées de leur propre émancipation, mais elle a aussi déformé la perception de bien des militants ouvriers honnêtes et sincères, y compris dans les rangs de ceux qui combattaient ces trahisons. Minoritaires, coupés de leur propre classe par la vague de réaction, l'esprit de bien des révolutionnaires a été gagné par le doute. Mauvais conseiller, ce dernier les a poussés à chercher dans d'autre force que celle des luttes de leur propre classe les moyens de réaliser des tâches, que seule cette dernière était à même de réaliser.

La social-démocratie a fait du mouvement ouvrier une monnaie d'échange pour ses propres intérêts d'appareils soumis à la défense de l'ordre social. Vivant des concessions de la démocratie bourgeoise, elle en a fait l'apologie tout en faisant de la conquête d'éléments de démocratie prolétarienne au sein de la démocratie bourgeoise son programme, son but et sa fin. L'intervention de l'Etat au service de la collectivité pour mettre un frein aux méfaits du capitalisme sauvage, telle était, selon elle, l'issue à tous les problèmes, le moyen de transformation d'un système capitaliste évoluant vers une telle complexité qu'il ne pouvait se passer du régulateur étatique. L'Etat, d'organe d'oppression au service des classes dominantes, devenait la nouvelle religion des apôtres "socialistes" jusqu'au jour où l'économie de marché triomphante, le libéralisme, les subjuguait.

La même religion de l'Etat anima les esprits du "communisme" stalinien, le

communisme de l'imposture bureaucratique qui se nourrissait des mêmes préjugés que la social-démocratie. Leurs préjugés étaient exacerbés par le fait que les imposteurs staliniens étaient le produit de la liquidation de la révolution au profit de la bureaucratie d'Etat alors que la social-démocratie n'était que l'enfant d'une faillite, d'une capitulation devant la démocratie bourgeoise. Chacun faisant des sources de sa propre existence la nouvelle religion devant libérer le monde, le communisme de l'imposture bureaucratique prit la forme d'un communisme étatique.

Les uns et les autres ne faisaient que donner au respect naturel du petit-bourgeois pour l'Etat une conception plus achevée, jusqu'à la folie pour les émules zélés des staliniens, la petite-bourgeoisie radicale et nationaliste des pays coloniaux.

Le "communisme" étatiste, bureaucratique, totalitaire se nourrissait de tous les préjugés nationalistes. Il devint l'idéologie de la petite-bourgeoisie radicalisée aspirant à prendre la tête des luttes de libération des peuples opprimés. Elle idéalisait le rôle d'une élite libérant le peuple. Instrument d'embrigadement des masses, cette idéologie était le masque populiste d'une nouvelle domination de classe.

Toutes les caricatures du socialisme et du communisme acceptent et justifient les rapports bourgeois. Leur critique du capitalisme est celle de la petite bourgeoisie, critique morale d'un système du point de vue de ceux qui n'y ont pas toute la place qui, à leurs yeux, devrait leur revenir. Ils acceptent le rapport fondamental d'exploitation qu'est le salariat et la propriété bourgeoise même s'ils n'accèdent aux privilèges qu'elle confère que par le détour de l'Etat. Nouveaux prêtres de la religion étatique face aux vices de la propriété privée dont ils sont dépossédés, les uns et les autres "s'idéalisent". Incarnation totalitaire de la collectivité face au mal de la concurrence et de l'individualisme, leur valeur morale est l'aune à laquelle ils jugent la société

bourgeoise. Elle est l'aune à laquelle ils s'autorisent à soumettre et dominer les masses, à jouir des privilèges des miettes de la propriété privée ou des privilèges de la propriété bureaucratique.

Les partis communistes des pays riches ont développé et propagé l'idéologie de la bureaucratie adoucie des charmes de la démocratie bourgeoise avant de succomber, comme leurs frères aînés sociaux-démocrates, à l'économie de marché.

Le mouvement gauchiste qui est né à la fin des années soixante de la révolte de la jeunesse des pays riches sous les effets de l'essoufflement de la croissance des "Trente glorieuses", des premiers symptômes de crise mondiale, jeunesse écœurée du conformisme, de la complicité de la social-démocratie dans les guerres coloniales, révoltée par le stalinisme et la dictature qu'il imposait aux pays de l'Est, enthousiaste des luttes des peuples opprimés faisant de Ho Chi Minh, Mao Tsétung ou Castro ses héros, reprit à son compte l'idéologie communiste du nationalisme petit bourgeois.

Le gauchisme devint l'idéologie d'une jeunesse qui ne trouvait pas sa place dans la société, qui rejetait les mensonges et les crimes des puissances impérialistes ainsi que les reniements et la complicité de la social-démocratie et du stalinisme, sans être capable de donner à sa révolte et à son combat un contenu de classe autre que celui de l'idéologie dont elle avait été nourrie. Elle ne sut pas faire la critique ni théorique ni pratique du socialisme réformiste, du communisme stalinien ou du communisme de la petite bourgeoisie nationaliste. Elle donna à ces idéologies bien des formes, du romantisme révolutionnaire sentimental au terrorisme individuel désespéré. Elles étaient toutes le résultat d'une étrange alchimie idéologique où se mélangeaient dans une infinité de variations, les illusions social-démocrates, le totalitarisme stalinien et l'anarchisme petit-bourgeois. Il y avait là une infinité de façons de rester prisonnier de l'horizon bourgeois, dépendant de sa morale, comme des appareils issus de la classe ouvrière.

Le mouvement trotskiste, la continuité des idées socialistes et communistes d'Octobre 17 indispensable à une renaissance du mouvement ouvrier

Face à ces errements, le mouvement trotskiste a maintenu, bon an mal an, la continuité vivante du socialisme et du communisme révolutionnaires.

Aussi tenu soit-il, le fil rouge n'a pas été rompu, malgré les défaites et les re-

culs de la classe ouvrière, malgré la répression et les calomnies tant de la part des appareils d'Etat bourgeois que de la bureaucratie stalinienne et de ses relais dans tous les pays. Sans le mouvement trotskiste, les idées permettant à

la classe ouvrière de réaliser ses tâches historiques auraient sombré dans l'oubli, ne se maintenant que comme des conceptions purement livresques.

En dépit de sa faiblesse numérique et des dérives opportunistes qui l'ont af-

fecté, il est le seul mouvement à avoir constamment tenté d'appréhender les problèmes de la lutte de classe à l'échelle internationale, avec la volonté constante de construire un parti ouvrier révolutionnaire à l'échelle mondiale. La force du mouvement trotskiste réside dans les idées qui sont à son origine et qu'il avait héritées du bolchevisme et de la III^{ème} Internationale du temps de Lénine. Ces idées formeront le ciment à partir duquel se construiront le programme et le parti dans les années à venir.

L'émiettement du mouvement trotskiste en de multiples groupes est dû pour l'essentiel à la pression, à la violence de la bureaucratie stalinienne contre tous ceux qui contestaient son usurpation pour les isoler de la classe ouvrière. Il a facilité la perpétuation de comportements opportunistes et sectaires, résultat de cet isolement par rapport à la classe ouvrière. Toutes les formes de sectarisme

qui rebutent les travailleurs et les jeunes



et qui empêchent de voir où résident les solidarités politiques fondamentales, les intérêts généraux du mouvement révolutionnaire et du mouvement ouvrier, comme toutes les formes de suivisme qui consistent par de petites manœuvres ou des attitudes complaisantes à obtenir la reconnaissance et les bonnes grâces des directions des syndicats et des partis de gauche, sont aujourd'hui autant d'obstacles politiques sur le chemin vers les masses des idées transmises par le trotskisme.

Se dégager de toutes les scories héritées de la social-démocratie, du stalinisme et du gauchisme tant dans le domaine des idées, des comportements que des méthodes, c'est construire un cadre large, démocratique mettant en commun toutes les forces, lieu d'émulation, de confrontation des politiques et des idées comme des hommes qui les défendent.

Vers un nouveau parti révolutionnaire des travailleurs

Nous assistons depuis ces dernières années à un tournant dans la situation politique et sociale qui est riche de possibilités militantes.

Les contradictions criantes de l'économie capitaliste, la progression des idées réactionnaires et nationalistes, même si l'extrême-droite, elle, marque le pas, l'effondrement de la droite et les reniements de la gauche font que la situation sociale et politique n'a aucune chance de se stabiliser. Nous ne pouvons connaître les rythmes d'accélération de l'histoire mais tous les éléments objectifs de la situation indiquent que mûrissent les conditions d'une crise sociale et politique majeure dont personne ne peut prévoir les formes, nouvelle période de crises et de révolutions.

Devant l'ampleur des enjeux et des possibilités qui se dessinent pour un mouvement ouvrier en pleine renaissance, une nécessité s'impose et prend corps : celle d'un parti démocratique révolutionnaire des travailleurs regroupant de larges couches de travailleurs combattifs et l'ensemble des militants et sympathisants se revendiquant des idées socialistes, communistes et révolutionnaires. Actuellement, ils se trouvent encore au PC ou au PS ou se reconnaissent plus ou moins en eux, même s'ils n'ont plus confiance dans leur direction. D'autres se trouvent dans les syndicats, les associa-

tions ou nulle part. D'autres encore se trouvent dispersés dans un certain nombre de groupes révolutionnaires menant chacun une vie autonome. Les forces vives d'un parti ouvrier d'extrême-gauche existent dès maintenant à l'état potentiel.

A quel rythme, à travers quelles crises politiques, quelle recombinaison au sein des partis ou organisations existantes, ces forces s'affirmeront-elles ? Personne ne peut le prévoir. L'impulsion essentielle viendra des rangs de la classe ouvrière, de ses initiatives.

Cependant, créer une organisation qui soit commune à l'ensemble des révolutionnaires serait un accélérateur des évolutions en cours. Les révolutionnaires ne peuvent pas se détourner de cette tâche sous prétexte que les divergences sont trop importantes entre eux. Ils ne peuvent pas davantage se bercer de l'illusion que l'unité des révolutionnaires

et la création d'un parti ouvrier d'extrême-gauche se réaliseront, comme par enchantement, dans les luttes.

Les progrès de l'extrême-gauche résultent des transformations qui s'opèrent dans les consciences et les travailleurs qui regardent vers elle à la recherche d'idées pour comprendre le monde afin de le transformer sauront juger les différentes conceptions, exercer leur propre pression, formuler leur propre besoin politique.

Cette nouvelle force politique sera l'œuvre de la classe des salariés elle-même, des initiatives de chacun. Elle nourrit son énergie d'une liberté de penser, d'une démocratie, que seules rendent possible les choix révolutionnaires et les liens profonds avec les catégories les plus opprimées de la société.

Elle se revendique des idées du marxisme, du matérialisme militant et révolutionnaire,



qui, loin d'être des idées du passé, sont des idées vivantes et fécondes. Son objectif fondamental qui conditionne l'ensemble de son activité est d'aider à leur renouveau. Elle appelle à la rejoindre et reconnaît comme membre quiconque défend et soutient son programme et ses perspectives.

Elle entend donner pleinement leur place aux travailleurs, aux femmes et aux jeunes, encourager chacun à prendre sa part de responsabilité dans les tâches collectives. Le contrôle des travailleurs sur leur propre organisation, la transparence, sont la seule garantie contre tout esprit politicien ou carriériste, que sans cesse la société bourgeoise tente de réanimer au sein des organisations du monde du travail.

Conscient que dans les luttes à venir les travailleurs ont un rôle essentiel à jouer, nous donnons la priorité aux cellules et groupes d'entreprises ou sur les lieux de travail et privilégions l'agitation dans le monde du travail, en particulier par l'édition d'une presse d'entreprise ou d'une presse locale.

Les cellules nécessaires à l'intervention sur les lieux de travail s'intègrent dans des sections locales regroupant l'ensemble des militants d'une même ville, organisés non seulement sur les lieux de travail mais aussi sur les lieux d'habitation.

La cohésion et l'unité d'intervention nécessaires aux luttes ne connaît d'autre garantie qu'une démocratie vivante en dehors de méthodes bureaucratiques et s'appuie sur la conscience démocratique, socialiste et communiste de ses membres. La discipline que chaque membre reconnaît comme indispensable n'a pas d'autre fonction que celle de l'efficacité du travail collectif.

Le principe électif est la règle qui préside à la désignation aux différentes responsabilités.

Une des tâches essentielles auxquelles toutes les compétences doivent se consacrer d'une façon ou d'une autre est celle de l'éducation, de la formation, de la conscience collective socialiste et communiste qui passe par l'étude tant du passé du mouvement ouvrier, des idées de l'émancipation humaine, que de la société moderne, arène de nos luttes.

La pleine conscience que l'ensemble

des militants poursuit le même but émancipateur indifférent aux aspirations bourgeoises et petites-bourgeoises, fonde la confiance, comme elle nourrit le dévouement, le désintéressement, l'enthousiasme, au point que tout ce qui, aux yeux de l'individualisme bourgeois, apparaît comme un sacrifice, est pour des militants de la démocratie révolutionnaire, un libre épanouissement dans la lutte et l'œuvre collective, un affranchissement du conformisme et de la pensée unique, comme de la morale et de l'individualisme bourgeois.

Il nous appartient d'aider, d'encourager le plus grand nombre possible de travailleurs à faire de la lutte pour l'émancipation sociale leur profession première au sens où elle est la tâche sociale nécessaire, utile à la collectivité qui donne un sens à leur vie, qui donne son humanité à leur existence. Il nous appartient aussi de dégager parmi les membres du parti, en fonction des besoins de la lutte, des militants libérés de toute autre préoccupation que celle du renforcement du parti et se consacrant à plein temps à ses tâches politiques et techniques.

Nous savons aussi que nous ne pourrions pactiser avec l'hostilité, la haine de la bourgeoisie pour les luttes d'émancipation des opprimés, nous savons avec quelle facilité celle-ci sait passer outre à sa propre légalité dite démocratique ou parlementaire, voilà pourquoi nous ne nous laissons pas dominer par le légalisme. Utilisant toutes les possibilités légales conquises par le mouvement démocratique, nous savons nous préparer, en tant que force extraparlamentaire, au travail illégal comme nous savons aider les travailleurs à faire de la politique sur les lieux de travail où la démocratie bourgeoise l'interdit.

Les idées du socialisme et du communisme trouveront toute leur jeunesse comme leur force d'émancipation dans l'adéquation entre le contenant et le contenu, c'est-à-dire les idées et l'instrument social nécessaire à leur enrichissement, à leur développement, à leur triomphe, c'est-à-dire le parti.

Et c'est une évidence de dire que tous ceux qui font leurs ces objectifs ne peuvent craindre la confrontation de

leurs idées, la discussion de leurs divergences et la mise en commun de toutes les ressources matérielles, morales et intellectuelles, quelles que soient les différences de points de vue hérités du passé.

Cette capacité démocratique est la principale garantie d'une bonne santé révolutionnaire. Elle est le seul moyen politique de surmonter le sectarisme qui stérilise toute l'activité.

C'est pourquoi nous pensons que la tâche principale d'aujourd'hui est d'œuvrer au regroupement des révolutionnaires dans une organisation unique, fédération qui deviendrait rapidement bien plus que la simple addition de la LCR et de Lutte ouvrière, parce qu'elle offrirait un cadre à tous ceux qui aujourd'hui regardent vers nous et sont déçus par notre incapacité à assumer les succès électoraux de l'extrême-gauche depuis les élections présidentielles de 1995.

Le mouvement révolutionnaire donnera la mesure de son dynamisme par la mise en commun de ses différences, à travers l'émulation du débat et de l'action démocratique dans le respect de chacun comme des divergences, soucieux de discuter en fonction des tâches et de la réalité du mouvement.

La réussite du regroupement de plusieurs tendances révolutionnaires dans ce pays, ne manquerait pas d'avoir des conséquences positives sur le mouvement révolutionnaire international dont nous sommes partie intégrante. Déjà aujourd'hui dans d'autres pays s'exprime ce même besoin de regroupement, d'alliance, de convergence. Tout pas en avant serait un encouragement.

Il est beaucoup question aujourd'hui d'un nouvel internationalisme. Il est plus juste de dire que se constituent les conditions d'une renaissance d'un internationalisme qui ne pourra se développer que contre les garants de la propriété privée bourgeoise que sont les Etats nationaux et les frontières, comme l'idéologie nationaliste qui vient les justifier. Ces frontières comme cette idéologie ne peuvent être "modernisées", elles sont condamnées par le développement des techniques et des peuples. Cette renaissance sera celle de l'internationalisme, indissociable de l'histoire du mouvement ouvrier, des luttes de classe.

